

**Art 15 :** Les dispositions de l'article 8 à l'article 13 ne s'appliquent pas aux formations en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur d'Etat et du diplôme d'architecte.

## **Chapitre 2** **Organisation de la formation**

### **1- Organisation de la formation dans le premier et le second cycle**

#### **Types d'enseignement**

**Art. 16 :** La formation dans le premier et le second cycle en vue de l'obtention des diplômes de licence et de master est organisée en semestre selon le mode présentiel.

La formation en vue de l'obtention du diplôme de licence est organisée en trois (03) années, c'est-à-dire six (06) semestres.

La formation en vue de l'obtention du diplôme de master est organisée en deux (02) années, c'est-à-dire en quatre (04) semestres au sein des universités et des centres universitaires.

La formation en vue de l'obtention du diplôme de master est organisée en trois (03) années, c'est-à-dire en six (06) semestres au sein des écoles supérieures.

La formation en vue de l'obtention du diplôme de master dans les écoles supérieures, qui n'assurent pas de formation en ingénierie et en architecture, sous forme d'un parcours unique et successif consistant en une formation de base de deux (02) années, c'est-à-dire quatre (04) semestres et suivie d'une formation spécialisée de trois (03) années, c'est-à-dire six (06) semestres.

La formation est organisée par domaine de formation, filière et spécialité à vocation académique ou professionnalisante.

Les enseignements dans un parcours de formation de licence ou de master comprennent les unités d'enseignement suivantes :

- unités d'enseignement fondamentales ;
- unités d'enseignement méthodologiques ;
- unités d'enseignement transversales ;
- unités d'enseignement de découvertes.

Les unités d'enseignement comprennent un enseignement obligatoire et peuvent aussi comprendre un enseignement optionnel.

La formation en licence et master est organisée dans un ensemble de matières assurées sous forme de cours, de travaux dirigés, de travaux pratiques, de conférences, de stages, d'ateliers,...

### **2- Organisation de la formation en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur d'Etat et du diplôme d'architecte**

**Art. 17 :** Le parcours de formation en ingénierie et en architecture a pour objectif de former des ingénieurs dotés de compétences académiques, scientifiques et professionnelles. Cette formation doit leur permettre d'être opérationnels dans le secteur socio-économique.



Le parcours de formation en architecture a pour objectif de former des architectes dotés de compétences académiques, scientifiques et professionnelles dans la conception et la réalisation ainsi que la certification d'infrastructures architecturales dans le domaine de l'habitat, l'urbanisme, les métiers de la ville et de la protection du patrimoine architecturale.

La formation en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur d'Etat et d'architecte doit permettre à l'étudiant d'acquérir les compétences entrepreneuriales afin d'assurer la réalisation de leurs projets professionnels.

**Art. 18 :** La formation en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur d'Etat et du diplôme d'architecte est organisée en cinq (05) années, c'est-à-dire six en (10) semestres.

**Art. 19 :** Les études en vue de l'obtention du diplôme d'Ingénieur d'Etat et du diplôme d'architecte, comportent ce qui suit :

- des enseignements en sciences fondamentales ;
- des enseignements en sciences appliquées ;
- des enseignements dans d'autres sciences en relation avec la formation ;
- des stages pratiques en milieu socioprofessionnel ou de recherche ;

**Art. 20 :** La formation en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur d'Etat et du diplôme d'architecte est organisée sous forme de cours, travaux dirigés, travaux pratiques, conférences, séminaires, stages, travaux d'atelier, ....

### Chapitre 3

#### Evaluation dans les formations en vue de l'obtention des diplômes de licence, de master d'ingénieur d'Etat et d'architecte

##### 1- L'assiduité durant la formation

**Art. 21 :** Les cours et les travaux dirigés peuvent être assurés en présentiel ou à distance, via le recours aux moyens technologiques, sur avis de l'équipe de formation.

**Art. 22 :** L'enseignant chargé des travaux dirigés et/ou celui des travaux pratiques et atelier doit effectuer, à chaque séance, un contrôle d'assiduité afin de prendre en compte les absences dans la procédure d'évaluation.

**Art. 23 :** L'assiduité aux travaux dirigés, aux travaux d'atelier et aux travaux pratiques est obligatoire tout au long du semestre.

**Art. 24 :** Le caractère obligatoire ou non de la présence aux cours est laissé à l'appréciation de l'équipe formation et doit être porté à la connaissance des étudiants.

**Art. 25 :** les étudiants concernés par des actes médicaux ou ceux régulièrement requis pour les compétitions sportives d'élites (attestation de participation à une compétition délivrée par les services compétant), bénéficient d'un régime d'assiduité particulier en rapport avec les exigences de leurs contraintes. Ce régime est élaboré par le chef de département.



**Art. 26 :** L'absence justifiée à une séance de travaux dirigés, de travaux pratiques ou des travaux d'atelier (laboratoire, terrain, stages, ...) ou à une interrogation, donne droit à l'étudiant à une seule séance de remplacement avant la période des examens finaux, durant le semestre.

L'absence de l'étudiant à la séance de remplacement ne lui ouvre pas droit à une autre séance de remplacement. Dans ce cas, l'absence est sanctionnée par la note zéro à la séance concernée.

L'absence non justifiée a une séance de travaux dirigés, de travaux pratiques ou des travaux d'atelier ou à une interrogation est sanctionnée par la note zéro.

**Art. 27 :** La justification d'absence doit parvenir aux services du département dans les trois jours ouvrables qui suivent la date de l'absence à la séance de travaux dirigés ou de travaux pratiques ou de travaux d'ateliers concernée.

La justification d'absence doit être visée par le chef de département qui précisera la date de dépôt avant de la transmettre au responsable de la matière ou de l'unité d'enseignement concernée. Ce document est versé dans le dossier de l'étudiant.

**Art. 28 :** sont considérés cas d'absences justifiées :

- Décès d'ascendants, descendants ou collatéraux ;
- Mariage de l'intéressé(e) ;
- Paternité ou maternité de l'intéressé(e) ;
- Maladie de l'intéressé(e) ;
- Réquisition ou convocations officielles ;
- Tout autre cas est laissé à l'appréciation du Chef de département.

## 2- Modes d'évaluation

**Art. 29 :** L'évaluation de l'étudiant est semestrielle et la progression est annuelle.

L'évaluation peut se faire sous forme de contrôles continus ou d'un examen final, ou encore sous forme des deux modes combinés.

L'évaluation, sous ses différents modes, a pour objectif de s'assurer des capacités et des compétences de l'étudiant notamment dans le domaine de la synthèse, de l'analyse et du sens critique.

**Art. 30 :** Le chef de département, en concertation avec l'équipe de formation, communique par tout moyen de diffusion en début de chaque semestre le planning et le mode des enseignements et d'examen.

**Art. 31 :** L'évaluation de l'étudiant porte, selon le parcours de formation, sur :

- les cours ;
- les travaux d'atelier
- les travaux pratiques ;
- les travaux dirigés ;
- les sorties sur le terrain ;
- les stages pratiques ;



- le travail personnel.

**Art. 32 :** La moyenne des notes des travaux dirigés est calculée à partir des notes d'évaluation de l'étudiant.

La note des travaux pratiques ou d'atelier est calculée sur la base des notes des tests et celles des comptes rendus, conformément à une pondération fixée par l'équipe pédagogique.

Les modes d'évaluation et leur pondération sont précisés dans l'offre de formation.

**Art. 33 :** Pour chaque semestre d'enseignement, deux sessions d'examens sont organisées.

La première session d'examens est dite session « normale » et la deuxième est dite session de « rattrapage ». Cette dernière est organisée après les délibérations de la session normale.

### 3- Déroulement des examens

**Art. 34 :** Le planning des examens finaux doit être porté à la connaissance des enseignants et des étudiants 15 jours, au moins, avant la date du premier examen, par voie d'affichage réglementaire ou tout autre support médiatique.

**Art. 35 :** Le déroulement de chaque épreuve est soumis aux règles ci-dessous :

- aucun étudiant n'est autorisé à passer une épreuve s'il arrive trente (30) minutes après la distribution du sujet de l'épreuve ;
- l'étudiant doit présenter sa carte d'étudiants avant le début de chaque épreuve ;
- aucun étudiant n'est autorisé à quitter la salle d'examen pendant la demi-heure qui suit la distribution du sujet d'examen ;
- l'étudiant qui quitte la salle d'examen, une fois sa copie remise, n'aura plus le droit d'y accéder une deuxième fois ;
- cependant pour une raison impérieuse, l'étudiant peut demander une sortie momentanée, il doit être accompagné d'un enseignant surveillant.
- Pour le bon déroulement de l'examen, chaque étudiant doit s'équiper de tout le matériel requis. Aucun empreint d'objet n'est autorisé sans l'avis préalable d'un enseignant surveillant.
- l'utilisation de téléphone cellulaire ou de toute autre accessoire multimédia est strictement interdite durant toute la durée de l'épreuve ;
- la remise de copie de l'épreuve de l'étudiant aux enseignants surveillants, même si celle-ci ne comporte aucune réponse à l'examen, avec émargement des listes prévues à cet effet ;
- le respect par l'étudiant de toutes les directives émises par les enseignants surveillants ;

Tout manquement aux règles citées ci-dessus expose l'étudiant à sa traduction en conseil de discipline.

**Art. 36 :** Il appartient à l'établissement d'enseignement supérieur de mobiliser toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires au bon déroulement des examens, dont :

- mobiliser un nombre suffisant d'enseignants surveillants ;
- mettre à disposition des étudiants les quantités suffisantes en matière de feuilles d'examen et de brouillons ;
- préparer des modèles de PV pour encadrer le déroulement des examens ;



- préparer les listes nominatives des étudiants concernés par salle d'examen ainsi que les PV d'examen à mettre à disposition des enseignants surveillants concernés.

A l'issue de l'épreuve, un procès-verbal de surveillance signé doit être établi et remis au chef de département. Ce procès-verbal doit comporter :

- la dénomination de la matière et la nature de l'épreuve ;
- le lieu, la date, l'heure et la durée du déroulement de l'épreuve ;
- le nom, le prénom et l'émargement des enseignants surveillants ;
- le nom, le prénom des enseignants surveillants absents ;
- le nombre des étudiants ayant composé et le nombre de copies remises à la fin de l'épreuve ;
- les incidents et remarques éventuels relatifs à l'examen.

**Art. 37 :** L'absence justifiée à un examen final (au sens de l'article 28), donne droit à l'étudiant à un examen de remplacement. En cas d'échec à cet examen, l'étudiant est autorisé à passer l'examen de la session de rattrapage.

L'examen de remplacement doit se dérouler impérativement avant la session de rattrapage.

L'absence non justifiée à un examen final est sanctionnée par la note zéro à l'épreuve concernée. Dans ce cas, l'étudiant peut bénéficier de l'examen de rattrapage de l'épreuve concernée.

**Art. 38 :** L'exclusion d'un étudiant d'une matière ou d'une unité d'enseignement, pour raison disciplinaire, entraîne la non affectation d'une note dans cette matière ou dans cette unité. De plus il n'ouvre pas droit à participer à la session de rattrapage pour cette matière ou pour cette unité.

Dans ce cas, la moyenne semestrielle n'est pas calculée. Cet étudiant garde le bénéfice des matières acquises.

**Art. 39 :** L'étudiant en situation d'abandon des études au sens de l'article 12, n'est pas autorisé à passer les examens de la session normale et de la session rattrapage.

#### 4- Correction et consultation des copies d'examen

**Art. 40 :** Après chaque examen, l'enseignant responsable de la matière doit afficher ou transmettre aux étudiants par tout moyen de communication le corrigé type de l'épreuve et le barème détaillé de notation.

**Art. 41 :** Chaque enseignant est tenu, en coordination avec les services de scolarité concernés, d'organiser une séance de consultation des copies d'examens au profit des étudiants.

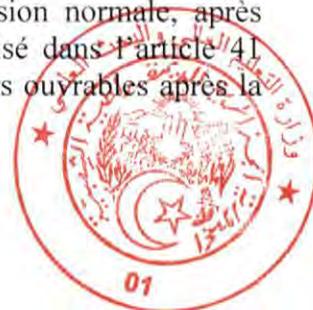
Cette séance de consultation doit se dérouler impérativement avant la remise des notes définitives au chef de département en vue de l'organisation des jurys de délibération.

L'étudiant ouvre droit à la consultation de ses copies d'examens de la session normale.

Les examens de rattrapage ne donnent pas droit à l'étudiant à la consultation des copies d'examen.

**Art. 42 :** L'étudiant non satisfait d'une note d'un examen de la session normale, après consultation de sa copie et du corrigé-type avec barème, comme précisé dans l'article 41 ci-dessus, peut introduire un recours au plus tard dans les trois (03) jours ouvrables après la date de ladite consultation. Passé ce délai, aucun recours ne sera accepté.

Le traitement du recours peut donner lieu à une contre correction.



**Art. 43 :** La demande manuscrite de contre correction doit être adressée au chef de département qui prendra les dispositions nécessaires pour la désignation, sous le sceau de l'anonymat, d'un contre correcteur qui soit de rang supérieur ou égal et de la même spécialité que l'enseignant correcteur. Le contre correcteur peut appartenir à un autre établissement d'enseignement supérieur.

**Art. 44 :** A l'issue de la contre correction, la note obtenue est comparée avec la note initiale. Dans ce cas :

- Si l'écart entre la note de la contre correction et la note initiale est inférieur à trois points, alors la moyenne arithmétique entre les deux notes sera retenue ;
- Si la note de la contre correction est supérieure à la note initiale et que l'écart relevé est supérieur ou égal à trois points, alors la note la plus élevée sera retenue ;
- Si la note de la contre correction est inférieure à la note initiale et que l'écart constaté est supérieur ou égal à trois points, alors la note la plus basse sera retenue définitivement.

Après la contre correction et l'attribution de la note, comme suscitée, l'étudiant n'ouvre pas droit à une nouvelle consultation de sa copie.

**Art. 45 :** Après le déroulement de toutes les étapes comme indiqué de l'article 30 à l'article 41 et de articles 42 à l'article 44, s'il y a lieu, du présent arrêté, les notes finales doivent être saisies par les enseignants intervenant dans les matières concernées, via la plateforme sectorielle dédiée (PROGRES), par laquelle s'effectueront exclusivement les délibérations finales.

Les copies de l'examen doivent être déposées et conservées au niveau du département pendant toute l'année universitaire qui suit.

### 5- Jury de délibération

**Art. 46 :** La participation aux délibérations constitue l'acte pédagogique qui couronne l'ensemble des obligations pédagogiques de l'enseignant.

Le jury de délibération est organisé par semestre ou par année comme défini dans l'article 47 ci-dessous.

Le jury de délibération du semestre et de l'année comprend les enseignants responsables des matières composant le semestre ou l'année.

Le jury de délibération annuelle comprend les enseignants responsables des matières composant les deux semestres.

Le président du jury de délibération est désigné parmi les membres du jury de grade le plus élevé, par la structure pédagogique de rattachement.

Le jury de délibération se prononce sur les résultats finaux des examens et sur les cas de rachat.

Le jury est souverain dans ses délibérations et ses décisions sont prises à la majorité simple de ses membres, en cas d'égalité la voix de son président étant prépondérante.

**Art. 47 :** La délibération se déroule exclusivement sur la plateforme numérique dédiée du ministère (PROGRES).

La délibération est annuelle dans les études en vue de l'obtention des diplômes de licence, d'ingénieur d'Etat et d'architecte.



Pour l'obtention du diplômes de master, la délibération est annuelle en première année et semestrielle en deuxième année.

**Art. 48 :** Les membres du jury sont tenus de préserver le secret des délibérations. La non observation de cette règle exposera son auteur à des mesures disciplinaires.

**Art. 49 :** Le procès-verbal de délibérations, daté, sans rature ni surcharge doit comporter, selon le type du parcours de formation, les éléments suivants :

- le relevé global des moyennes générales de chaque matière, de chaque unité d'enseignement, de chaque semestre et les crédits capitalisés ;
- le nom, le prénom, la qualité et l'émargement de chaque membre de jury ;
- les résultats concernant les étudiants admis, ajournés ou admis avec dettes;
- le taux, par matière et par unité d'enseignement, des étudiants admis, des étudiants ajournés, des étudiants admis avec dettes, des étudiants en situation d'abandons par rapport aux inscrits ;

**Art. 50 :** Les résultats finaux de délibération doivent être portés à la connaissance des étudiants sur leur compte PROGRES, par voie d'affichage dans l'établissement et /ou tout autre moyen de communication.

**Art. 51 :** En cas d'erreur, dûment établie, de saisie de notes ou de calcul de moyenne, l'étudiant peut déposer un recours, au plus tard dans les trois jours ouvrables qui suivent l'affichage du procès-verbal des délibérations, auprès du chef de département qui se chargera d'informer le président du jury. Au-delà de ce délai aucun recours n'est accepté.

**Art. 52 :** Le même jury est à nouveau convoqué par son président pour discuter des recours introduits par les étudiants et pour procéder aux correctifs des erreurs éventuelles.

A l'issue de ces délibérations, un procès-verbal sera établi dans les mêmes conditions et les éléments fixés dans l'article 49 du présent arrêté et devra porter la mention «procès-verbal correctif additif au procès-verbal initial ».

## 6- Classement et orientation des étudiants

**Art. 53 :** Le classement et l'orientation des étudiants sont prononcés par une « commission de classement et d'orientation » au titre de chaque année universitaire selon les résultats obtenus par les étudiants et leur fiche de vœux ainsi que les conditions pédagogiques fixées.

Les modalités de classement sont précisées par arrêté du ministre de l'enseignement supérieur.

Le classement établi selon les critères définis dans l'arrêté cité ci-dessus sert à la désignation des majors de promotion et à l'orientation des étudiants.

**Art. 54 :** La « commission de classement et d'orientation » comprend :

- Le vice-recteur chargé des études lorsqu'il s'agit d'une université, du directeur adjoint chargé des études lorsqu'il s'agit s'un centre universitaire ou d'une école ; en qualité de Président,
- Les chefs des départements concernés,
- Les responsables des domaines concernés,
- Les responsables des filières concernées,



- Les responsables des spécialités concernés.

**Art. 55 :** La « commission de classement et d'orientation » se réunit, en session ordinaire, à l'issue des délibérations de fin d'année. Elle peut se réunir en session extraordinaire en cas de besoin.

Les résultats des travaux de la « commission de classement et d'orientation » sont consignés dans un procès-verbal dans lequel figure le classement. Il est signé par chacun de ces membres et est porté à la connaissance des étudiants via leurs comptes PROGRES et à travers du site Web de l'établissement.

Un recours peut être introduit par l'étudiant, au niveau de la structure pédagogique de rattachement, dans les 48h ouvrables qui suivent l'affichage. Passé ce délai aucun recours ne sera accepté.

## Chapitre 4

### La progression dans les formations en vue de l'obtention des diplômes de licence, de master, d'ingénieur d'Etat et d'architecte

#### 1- Progression dans la formation en vue de l'obtention des diplômes de licence

**Art. 56 :** L'unité d'enseignement est définitivement acquise pour tout étudiant ayant acquis toutes les matières qui la composent. L'unité d'enseignement ainsi acquise emporte l'acquisition de la totalité des crédits qui lui sont affectés.

L'unité d'enseignement est également acquise par compensation si la moyenne de l'ensemble des notes obtenues dans les matières qui la constituent, pondérées de leurs coefficients respectifs, est égale ou supérieure à 10/20.

Dans ce cas, les crédits acquis sont capitalisables au sein du même parcours de formation et transférables dans tout autre parcours de formation comprenant ladite unité.

**Art. 57 :** L'exclusion d'une matière composant une unité d'enseignement ne permet pas l'acquisition de cette unité d'enseignement par le calcul de la moyenne des notes obtenues dans les autres matières qui la composent. Toutefois, les crédits des matières acquises sont capitalisables.

**Art. 58 :** Le semestre est définitivement acquis pour tout étudiant ayant acquis toutes les unités qui le composent. La moyenne obtenue du semestre doit alors être égale ou supérieure à 10/20.

Le semestre est également acquis par compensation si la moyenne de l'ensemble des unités qui le constituent, pondérées de leurs coefficients respectifs, est égale ou supérieure à 10/20.

Le semestre une fois acquis implique l'acquisition des trente (30) crédits qui lui sont affectés.

**Art. 59 :** Le passage de la première à la deuxième année de licence est validé si l'étudiant a acquis :

- les deux premiers semestres du cursus de formation (60 crédits), avec ou sans compensation ;
- 45 crédits avec une répartition minimale de 1/3 dans un semestre et 2/3 dans l'autre semestre.



**Art. 60 :** Le passage de la deuxième à la troisième année de licence est acquis si l'étudiant a obtenu :

- les quatre premiers semestres du cursus de formation (120 crédits), avec ou sans compensation ;
- 105 crédits au minimum.

**Art. 61 :** Dans le cas d'une admission avec dettes, la nouvelle note obtenue à l'examen de la matière concernée par la dette est prise en compte si la note est meilleure que celle de l'année précédente.

**Art. 62:** L'étudiant conserve le bénéfice des matières acquises et ne peut se présenter qu'aux épreuves d'examen des matières non acquises.

La note finale retenue pour la matière sera la moyenne entre le contrôle continu et la meilleure des notes entre l'examen de la session normale et celui de la session de rattrapage.

**Art. 63:** A l'issue de la session de rattrapage, l'unité d'enseignement et le semestre sont acquis selon les mêmes dispositions des articles 58, 59 et 60.

Si une unité d'enseignement n'est pas acquise, les crédits affectés aux matières acquises qui la composent sont capitalisables.

**Art. 64:** L'étudiant inscrit en licence ne peut y séjourner plus de 05 années au maximum, même dans le cas d'une réorientation.

Cependant, l'étudiant ayant acquis 120 crédits ou plus est autorisé, exceptionnellement, à se réinscrire pour une seule année supplémentaire.

Ne sont pas comptabilisées les années d'interruption de scolarités telles que définies dans l'article 8, citée ci-dessus.

**Art. 65:** Est exclu du parcours de formation tout étudiant :

- n'ayant capitalisé 120 crédits durant les 5 années de formation ;
- n'ayant pas capitalisé 180 crédits durant les 6 années de formation.

**Art. 66:** Le diplôme de licence est délivré aux étudiants ayant satisfait à l'ensemble des conditions de scolarité et de progression pédagogique dans le parcours de formation suivi et justifiant de l'acquisition de 180 crédits requis, soit 30 crédits par semestre.

## **2- Progression dans la formation en vue de l'obtention du diplôme de master**

**Art. 67:** Le passage de la première à la deuxième année master est de droit si l'étudiant a acquis les deux premiers semestres du cursus de formation (120 crédits) avec ou sans compensation.

L'acquisition de la deuxième année se fait sans compensation entre le troisième et le quatrième semestre.

**Art. 68:** Tout étudiant inscrit en master ne peut y séjourner plus de trois années.

**Art. 69:** Si l'étudiant n'a pas acquis 120 crédits durant les trois années de formation, il est alors exclu.

Ne sont pas comptabilisées les années d'interruption de scolarités telles que définies dans l'article 8, citée ci-dessus.

**Art. 70:** La soutenance du mémoire du Projet de Fin d'Etudes peut être organisée en deux sessions :



- une session normale ;
- une session de rattrapage consacrée aux étudiants ayant accusé un retard dans la préparation et le dépôt de leur mémoire de fin d'études dans les délais impartis.

**Art. 71 :** Le diplôme de master est délivré aux étudiants des universités et des centres universitaires ayant satisfait à l'ensemble des conditions de scolarité et de progression pédagogique dans le parcours de formation suivi et justifiant de l'acquisition de 120 crédits requis, soit 30 crédits par semestre.

Le diplôme de master est délivré aux étudiants des écoles supérieures ayant satisfait à l'ensemble des conditions de scolarité et de progression pédagogique dans le parcours de formation suivi et justifiant de l'acquisition de 180 crédits requis, soit 30 crédits par semestre.

### **3- Progression dans la formation en vue de l'obtention du diplôme d'ingénieur d'Etat et du diplôme d'architecte**

**Art. 72 :** Les matières sont affectées d'un coefficient et évaluées par une note. Ces critères sont définis dans l'offre de formation.

La note de la matière est calculée sur la base des notes des contrôles continus et / ou de l'examen final du semestre.

**Art 73 :** Une note éliminatoire est définie pour chaque matière dans l'offre de formation. Elle obligatoirement communiquée au étudiants au début de chaque semestre.

**Art. 74 :** Les stages prévus dans l'offre de formation sont évaluée selon la réglementation en vigueur.

**Art. 75 :** Est admis en année supérieure tout étudiant ayant obtenu une moyenne générale annuelle supérieure ou égale à 10/20, avec ou sans compensation entre les semestres, sans aucune note éliminatoire.

**Art. 76 :** L'étudiant ayant obtenu une moyenne annuelle inférieure à 10/20 ou une note éliminatoire fixée dans l'offre de formation ouvre droit à la participation aux examens de la session de rattrapage.

L'étudiant n'ouvre pas droit à participer aux examens de rattrapage des matières où il a obtenu une note supérieure ou égale à 10/20.

**Art. 77 :** La moyenne du semestre est comptabilisée par compensation entre les matières qui le composent.

La compensation entre les deux semestres de la même année universitaire est permise pour l'acquisition de l'année par le calcul de la moyenne des matières qui la compose, pondérée de leurs coefficients.

**Art. 78 :** L'étudiant n'a le droit de redoubler l'année pour insuffisance de résultats pédagogiques qu'une seule fois lors des deux années d'enseignements de base. Dans ce cas, il refait toutes les matières non acquises des semestres non acquis.

En cas d'échec dans sa progression lors des deux années d'enseignements de base, l'étudiant est réorienté par l'équipe pédagogique vers un parcours de formation de licence à l'université ou au centre universitaire selon les dispositions de l'article 80 ci-dessous.

**Art. 79 :** A sa demande, un étudiant peut être réorienté vers un autre parcours de formation en licence. L'équipe pédagogique est tenue de valider le cursus suivi par l'étudiant. La réorientation s'effectue conformément aux dispositions de l'article 80 ci-dessous.



**Art. 80 :** La réorientation est soumise aux :

- conditions d'accès aux filières fixées par la réglementation en vigueur, notamment en matière de série du baccalauréat ou du diplôme étranger reconnu équivalent,
- niveau d'études de l'étudiant estimé par les matières d'enseignements acquises.
- une fiche de vœux introduite par l'étudiant et spécifiant trois choix de filières par ordre de priorité.

**Art. 81 :** L'étudiant n'a le droit de redoubler l'année pour insuffisance de résultats pédagogiques qu'une seule fois pendant les trois (03) années de spécialité. Dans ce cas, il refait toutes les matières non acquises des semestres non acquis.

**Art. 82 :** Nonobstant les dispositions de l'article 81 du présent arrêté, l'étudiant inscrit en dernière année de la spécialité peut être autorisé, à titre exceptionnel, par le chef d'établissement, à doubler une seconde et dernière fois sur proposition du Jury de délibération.

#### 4- Projet de Fin d'Etudes – Rapport de stage

**Art. 83 :** Conformément à l'article 25 du décret n°22-208, il est prévu lors de la dernière année d'étude une matière d'enseignement dédiée, soit à l'élaboration d'un mémoire, ou d'un projet de fin d'études ou d'un rapport de stage en relation avec la formation.

**Art. 84 :** Le sujet du mémoire ou du projet de fin d'études ou le rapport de stage est proposé et encadré par un enseignants-chercheurs de l'établissement, ou en collaboration avec un professionnel du secteur socio-économique.

Les sujets du mémoire ou du projet fin d'études ou ceux des rapports de stages sont validés par les équipes de formation.

Le mémoire ou le projet de fin d'études peut être codirigé par un spécialiste extérieur à l'établissement sur proposition de l'encadrant.

**Art. 85 :** Le mémoire ou le projet de fin d'études ou le rapport de stage ne peut être soutenu et présenté qu'après sa validation par l'encadrant.

Le Jury de soutenance est constitué de l'encadrant et de deux enseignants-chercheurs de l'établissement. Un représentant du secteur socio-économique peut faire partie du jury, sa voix est non délibérative.

**Art. 86 :** La soutenance du mémoire ou du projet de fin d'études ou du rapport de stage peut être organisée en deux sessions, une session normale et une session de rattrapage.

La session de rattrapage est consacrée aux étudiants ayant accusé un retard dans la préparation et le dépôt de leur mémoire de fin d'études dans les délais impartis.

**Art. 87 :** Après la soutenance du mémoire ou du projet de fin d'études ou du rapport de stage, si l'étudiant est déclaré admis l'une des mentions suivantes lui est décernée :

- Passable  $10/20 \leq \text{note} < 12/20$ ,
- Assez Bien  $12/20 \leq \text{note} < 14/20$ ,
- Bien  $14/20 \leq \text{note} < 16/20$ ,
- Très Bien  $16/20 \leq \text{note} < 18/20$ ,
- Excellent  $18/20 \leq \text{note} < 20/20$ .



La note finale de la soutenance doit tenir compte de la valeur scientifique des résultats, de leur interprétation et analyse, de la qualité de l'exposé, des réponses de l'étudiant aux questions ainsi que de l'appréciation du promoteur.

La note obtenue à la soutenance du mémoire ou du projet de fin d'études n'est pas prise en compte dans le système de compensation tel que précisé dans l'article 77 cité ci-dessus.

**Art. 88 :** Les décisions du Jury de soutenance du mémoire ou du projet de fin d'études ou d'un rapport de stage sont souveraines et sans appel, sauf pour vice de forme ou erreur matérielle, dûment constatés par le chef de département qui peut alors demander au Jury de délibérer à nouveau.

**Art. 89 :** Le diplôme d'ingénieur d'Etat et le diplôme d'architecte sont délivrés aux étudiants ayant accompli avec succès leur cycle complet d'études.

## Chapitre 5

### Dispositions transitoires et finales

**Art. 90 :** Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux étudiants inscrits, en première année, dans les établissements d'enseignement et de formation supérieur à compter de l'année universitaire 2022/2023 dans les parcours de formation en vue de l'obtention des diplômes de licence, de master, d'ingénieur d'Etat et d'architecte.

**Art. 91 :** Les étudiants inscrits antérieurement à l'année universitaire 2022/2023 sont régis par les dispositions des arrêtés 711 et 712 du 11 novembre 2011 susvisée.

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux étudiants inscrits dans les Ecoles Normales Supérieures, qui restent régi par la réglementation en vigueur.

**Art. 92 :** Le Directeur Général des Enseignements et de la Formation, les chefs d'établissements d'enseignement supérieur et le Directeur Général des Œuvres Universitaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Fait à Alger, le **01 AOUT 2022**

**Le Ministre de l'Enseignement Supérieur  
et de la Recherche Scientifique**



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

قرار رقم 993 مؤرخ في 02 اوت 2022  
يحدّد تشكيلة اللجنة الوطنية للتأهيل وتنظيمها وسيرها

إنّ وزير التّعليم العالي والبحث العلمي،

- بمقتضى القانون رقم 05-99 المؤرّخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمّن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدّل والمتمّم،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 21-281 المؤرّخ في 26 ذي القعدة عام 1442 الموافق 7 يوليو سنة 2021 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-77 المؤرّخ في 18 ربيع الأول عام 1434 الموافق 30 يناير سنة 2013 والذي يحدّد صلاحيات وزير التّعليم العالي والبحث العلمي،
- وبمقتضى مرسوم التنفيذي رقم 22-208 المؤرّخ في 5 ذي القعدة عام 1443 الموافق 5 جوان سنة 2022 والذي يحدّد نظام الدراسات والتكوين للحصول على شهادات التعليم العالي.
- وبمقتضى القرار رقم 167 المؤرّخ في 13 أبريل سنة 2015 والمتضمّن إنشاء اللجنة الوطنية للتأهيل وتشكيلتها وصلاحياتها وسيرها، المعدّل،
- وبمقتضى القرار رقم 1135 المؤرّخ في 9 جويلية سنة 2019 والذي يحدّد تشكيلة اللجنة الوطنية لتأهيل التكوين في الطور الثالث وكيفيات سيرها.

يقرّر ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقًا لأحكام المادة 6 من المرسوم التنفيذي رقم 22-208 المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1443 الموافق 5 جوان سنة 2022 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد تشكيلة اللجنة الوطنية للتأهيل وتنظيمها وسيرها، وتدعى في صلب النص "اللجنة".



## الفصل الأول تشكيلة اللجنة وتنظيمها

المادة 2: تتشكل اللجنة التي يرأسها المدير العام للتعليم والتكوين، من ممثلين عن:

- الإدارة المركزية لوزارة التعليم العالي والبحث العلمي،
- قطاعات وزارية،
- الندوات الجهوية للجامعات،
- المؤسسات الاقتصادية،
- أساتذة باحثين بصفة خبراء.

المادة 3: يعين أعضاء اللجنة لمدة ثلاث (03) سنوات قابلة للتجديد مرة واحدة.

يُتّرح ممثلو القطاعات الوزارية والمؤسسات الاقتصادية من طرف الدوائر الوزارية والمؤسسات المعنية. تحدّد القائمة الاسمية لأعضاء اللجنة، حسب تنظيمها المحدّد في المادة 4 من هذا القرار، وفق ملحق هذا القرار.

المادة 4: تنظّم اللجنة في شكل ثلاث (3) لجان فرعية كما يلي:

- اللجنة الفرعية للتعليم في الطّور الأوّل،
- اللجنة الفرعية للتعليم في الطور الثاني،
- اللجنة الفرعية للتكوين في الطور الثالث.

تزوّد اللجنة بمكتب مسؤول عن قيادة أعمالها وتنسيق أعمال اللجان الفرعية.

المادة 5: يعدّ حضور أعضاء اللجنة في اجتماعاتها شخصيا وإلزاميا ولا يمكن تمثيلهم من طرف شخص آخر.

## الفصل الثاني سير اللجنة

المادة 6: تجتمع اللجنة في دورتين (2) عاديتين في السنة بدعوة من رئيسها.

يتم إرسال الدّعوات، المرفقة بجدول الأعمال، إلى الأعضاء قبل خمسة عشر (15) يوما، على الأقل، من التاريخ المقرر للاجتماع.

يمكن اللجنة أن تجتمع في دورة استثنائية بطلب من وزير التعليم العالي والبحث العلمي، أو بطلب من رئيسها.

في هذه الحالة، يُقلّص الأجل المشار إليه أعلاه إلى ثمانية (08) أيام.



المادة 7: تتولى المديرية العامة للتعليم والتكوين أمانة مكتب اللجنة. تدوّن أشغال اللجنة في محضر يوقعه الرئيس ويرسله إلى وزير التعليم العالي والبحث العلمي خلال عشرة (10) أيام الموالية لتاريخ الاجتماع للمصادقة.

المادة 8: يمكن أن تستدعي اللجنة، عند الحاجة، خبراء آخرين معترف بمؤهلاتهم للاستعانة بهم في دراسة الملفات التي تُعرض عليها.

المادة 9: تعدّ اللجنة، في نهاية عهدها، تقريرا عن حصيلة أعمالها، وترسله إلى وزير التعليم العالي والبحث العلمي.

### الفصل الثالث أحكام مالية وختامية

المادة 10: يتم التكفل بالنفقات المتعلقة بمشاركة أعضاء اللجنة في أعمالها طبقا للتنظيم المعمول به.

المادة 11: تُلغى أحكام القرار رقم 1135 المؤرخ 9 يوليو 2019 والقرار رقم 167 المؤرخ في 13 أبريل 2015، والمذكورين أعلاه.

المادة 12: يكلف المدير العام للتعليم والتكوين، ومدير المالية، ومديرو مؤسسات التعليم العالي والبحث العلمي المعنية، كلّ فيما يخصّه، بتطبيق هذا القرار الذي سينشر في النشرة الرسمية للتعليم العالي والبحث العلمي.

حرر بالجزائر في، 02 أوت 2022

وزير التعليم العالي والبحث العلمي

وزير التعليم العالي والبحث العلمي  
أ.د. عبد الباقي بن زيان



# REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Arrêté n° 993 du 02 AOUT 2022

## fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission Nationale d'Habilitation

*Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;*

- Vu la Loi n°99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant Loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;
- Vu le Décret présidentiel n° 21-281 du 26 Dhou El Kaâda 1442 correspondant au 7 juillet 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret exécutif n°13-77 du 18 Rabi El Aouel 1434 correspondant au 30 janvier 2013, fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- Vu le décret exécutif n°22-208 du 5Dhou El kaada 1443 correspondant au 5 juin 2022, fixant le régime des études et de la formation en vue de l'obtention des diplômes de l'enseignement supérieur ;
- Vu l'arrêté n° 167 du 13 avril 2015, modifié, portant création, composition, attribution et fonctionnement de la commission nationale d'habilitation ;
- Vu l'arrêté n°1135 du 9 juillet 2019, fixant la composition et les modalités de la commission nationale d'habilitation à la formation de troisième cycle ;

### A R R E T E :

**Article 1<sup>er</sup>** : En application des dispositions de l'article 6 du décret exécutif n°22-208 du 5 Dhou El Kaâda 1443 correspondant au 5 juin 2022, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission nationale d'habilitation dénommée ci-après la « CNH ».



## Chapitre 1

### Composition et Organisation de la CNH

**Art.2 :** La CNH présidée par le directeur général des enseignements et de la formation est composée des représentants de :

- L'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- Secteurs ministériels ;
- Conférences régionales des Universités,
- Entreprises économiques ;
- Enseignants chercheurs en qualité d'experts.

**Art.3 :** Les membres de la CNH sont nommés pour une durée de trois (03) années renouvelables une fois.

Les représentants des secteurs ministériels et des entreprises économiques sont proposés par les départements ministériels et les entreprises concernés.

La liste nominative des membres de la CNH est arrêtée conformément à son organisation fixée dans l'article 4 ci-dessous, selon l'annexe du présent arrêté.

**Art.4 :** La CNH est organisée sous forme de trois (03) sous commissions comme suit :

- Sous-commission du premier cycle d'enseignement ;
- Sous-commission du second cycle d'enseignement ;
- Sous-commission de la formation de troisième cycle.

La CNH est dotée d'un bureau chargé de conduire ses travaux et coordonner les travaux des sous commissions.

**Art.5 :** La présence des membres aux réunions de la CNH est personnelle et obligatoire et ne peuvent être représentés par un autre individu.

## Chapitre 2

### Fonctionnement de la CNH

**Art.6 :** La CNH se réunit deux (02) fois par an en session ordinaire sur convocation de son président.

Des invitations, précisant l'ordre du jour, sont adressées aux membres au moins quinze (15) jours avant la date prévue pour la réunion.

La commission peut se réunir en session extraordinaire sur demande du ministre chargé de l'enseignement supérieur, ou sur demande de son président.

Dans ce cas, le délai cité plus haut est réduit à huit (08) jours.



**Art.7 :** La direction générale des enseignements et de la formation assure le secrétariat du bureau de la CNH.

Les travaux de la CNH sont consignés dans un procès-verbal, signé par son président et adressé au ministre chargé de l'enseignement supérieur, dans un délai de dix (10) jours qui suivent la réunion, pour approbation.

**Art.8 :** La CNH peut faire appel, en tant que de besoin, à d'autres experts reconnus pour leurs compétences afin de l'accompagner dans l'étude des dossiers qui lui sont soumis.

**Art.9 :** la CNH élabore, à l'issue de son mandat, un bilan de ses travaux et l'adresse au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

### Chapitre 3

#### Dispositions financières et finales

**Art.10 :** La prise en charge des dépenses relatives à la participation des membres de la CNH à ses travaux s'effectue conformément à la réglementation en vigueur.

**Art.11 :** Les dispositions des arrêtés n°1135 du 9 juillet 2019 et l'arrêté n°167 du 13 avril 2015 sont abrogées.

**Art.12 :**Le directeur général des enseignements et de la formation, le directeur des finances et les directeurs des établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique sont chargés, chacun en ce qui concerne, à l'application du présent arrêté qui sera publié dans le *bulletin Officiel* de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

02 AOUT 2022

Fait à Alger, le .....

*Le Ministre de l'Enseignement Supérieur*

*et de la Recherche Scientifique*



**Annexe de l'arrêté n° 993 du 02 AOUT 2022**  
**fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement**  
**de la Commission Nationale d'Habilitation**

**Liste nominative des membres**

<b>Désignation</b>	<b>Qualité</b>
<b>Bureau de coordination</b>	Directeur Général des Enseignements et de la Formation, Président
	Directeur Général de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique
	Présidents des trois (03) conférences régionales
	Secrétaires permanents des trois (03) conférences régionales
	Directeur de la Formation Doctorale
	Directeur des Enseignements du Premier et du Second Cycle
<b>Sous-commission du premier cycle d'enseignement</b>	Sous-directeur des Enseignements du Premier Cycle
	Sous-directeur de la Tutelle Pédagogique
	Un représentant de la Direction de la Coopération et des Echanges Universitaires
	Pr. ASMA Farid de l'Université de Tizi Ouzou en qualité d'expert
	Pr. BOUZIT Mohamed de l'Université de l'USTO en qualité d'expert
	Pr. DJAOUAHDOU Réda de l'Université de Annaba en qualité d'expert
	Représentant du Ministère de la Défense Nationale
	Représentant du Ministère de l'Industrie
Représentant du Ministère de la Santé	
<b>Sous-commission du second cycle d'enseignement</b>	Sous-directeur des Enseignements du Second Cycle
	Sous-directeur des Ecoles Supérieures
	Un représentant de la Direction de la Coopération et des Echanges Universitaires
	Pr ISSADI Rachid de l'Université de Blida 1 en qualité d'experts ;
	Pr. KOURTEL Farid de l'Université de Sétif 1 en qualité d'expert ;
	Pr. BELMEKKI Belkacem de l'Université de Oran2 en qualité d'expert
	Représentant du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
	Représentants du Ministère de la Poste et des Télécommunications



**Annexe de l'arrêté n° 993 du 02 AOUT 2022**  
**fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement**  
**de la Commission Nationale d'Habilitation**

<b>Désignation</b>	<b>Qualité</b>
	Représentant du Ministère de la Numérisation et des Statistiques
	Représentant de CEVITAL
	Représentant de SONELGAZ
	Représentant d'ALGERIE TELECOM
<b>Sous-commission de la formation de troisième cycle</b>	Sous-directeur de la formation de troisième cycle
	Sous-directeur de la recherche formation
	Un représentant de la DGRSDT
	Un représentant de la Direction de la Coopération et des Echanges Universitaires
	Trois (03) Coordinateurs régionaux de la post graduation
	Pr HAMIDOUCHE Mohamed, de l'Université de Sétif 1 en qualité d'expert
	Pr BOUZIANI Merahi de l'Université de Sidi Belabbes en qualité d'expert
	Pr. HAMMOUM Toufik de l'Université d'Alger 2 en qualité d'experts
	Représentant de SONATRACH
	Représentant de MOBILIS
	Représentant de FADRECO



ملحق القرار رقم 993 المؤرخ في 02 اوت 2022  
والذي يحدد تشكيلة وتنظيم وسير اللجنة الوطنية للتأهيل

القائمة الاسمية للأعضاء

الصفة	التعيين
المدير العام للتعليم والتكوين، رئيسا	مكتب التنسيق
المدير العام للبحث العلمي والتطوير التكنولوجي	
رؤساء الندوات الجهوية الثلاث (03)	
الأمناء الدائمون للندوات الجهوية الثلاث (03)	
مدير التكوين في الدكتوراه	
مدير التعليم في الطور الأول والطور الثاني	
المدير الفرعي للتعليم في الطور الأول	اللجنة الفرعية للطور الأول للتعليم
المدير الفرعي للوصاية البيداغوجية	
ممثل عن مديرية التعاون والتبادل الجامعي	
الأستاذ عصمة فريد، من جامعة تيزي وزو، بصفة خبير	
الأستاذ بوزيت محمد من جامعة العلوم والتكنولوجيا لوهرا، بصفة خبير	
الأستاذ جواحدورضا، من جامعة عنابة، بصفة خبير	
ممثل عن وزارة الدفاع الوطني	
ممثل عن وزارة الصناعة	
ممثل عن وزارة الصحة	
المدير الفرعي للتعليم في الطور الثاني	اللجنة الفرعية للطور الثاني للتعليم
المدير الفرعي للمدارس العليا	
ممثل عن مديرية التعاون والتبادل الجامعي	
الأستاذ إسادي رشيد، من جامعة البليدة 1، بصفة خبير	
الأستاذ كورتل فريد، من جامعة سطيف 1، بصفة خبير	
الأستاذ بلمي بلقاسم من جامعة وهران 2، بصفة خبير	
ممثل عن وزارة الفلاحة والتنمية الريفية	
ممثل عن وزارة البريد والمواصلات السلكية واللاسلكية	



ملحق القرار رقم 993 المؤرخ في 02 اوت 2022  
والذي يحدد تشكيلة وتنظيم وسير اللجنة الوطنية للتأهيل

الصفة	التعيين
ممثل عن وزارة الرقمنة والإحصائيات	
ممثل عن مجمع سفيتال	
ممثل عن مجمع سونلغاز	
ممثل عن اتصالات الجزائر	
المدير الفرعي في الطور الثالث	اللجنة الفرعية للتكوين في الطور الثالث
المدير الفرعي للبحث التكويني	
ممثل عن المديرية العامة للبحث العلمي والتطوير التكنولوجي	
ممثل عن مديرية التعاون والتبادل الجامعي	
ثلاثة (03) منسقين جهويين لما بعد التدرج	
الأستاذ حميدوش محمد، من جامعة سطيف 2 بصفة خبير	
الأستاذ بوزياني مراحي، من جامعة سيدي بلعباس بصفة خبير	
الأستاذ حموم توفيق من جامعة الجزائر 2 بصفة خبير	
ممثل عن شركة سوناطراك	
ممثل عن شركة موبيليس	
ممثل عن شركة فادركو	



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

قرار رقم 994 مؤرخ في 02 أوت 2022

يحدّد بيانات وخصائص شهادات التعليم العالي

إنّ وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- بمقتضى القانون رقم 05-99 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 ابريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتمم،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 21-281 المؤرخ في 26 ذي القعدة عام 1442 الموافق 7 يوليو سنة 2021 والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03-279 المؤرخ في 24 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 23 غشت سنة 2003 الذي يحدد مهام الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسيرها، المعدل والمتمم،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05-299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005، الذي يحدد مهام المركز الجامعي والقواعد الخاصة بتنظيمه وسيره،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-77 المؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1434 الموافق 30 يناير سنة 2013 الذي يحدد صلاحيات وزير التعليم العالي والبحث العلمي،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 16-176 المؤرخ في 9 رمضان عام 1437 الموافق 14 يونيو سنة 2016 الذي يحدد القانون الأساسي النموذجي للمدرسة العليا،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 22-208 المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1443 الموافق 5 جوان سنة 2022 الذي يحدّد نظام الدراسات والتكوين للحصول على شهادات التعليم العالي،
- وبمقتضى القرار رقم 686 المؤرخ في أول أوت 2018 والمتضمن تفويض مديري مؤسسات التعليم العالي إمضاء شهادات التعليم العالي،

يقرر ما يأتي

المادة الأولى : تطبيقا لأحكام المواد 14 و19 و26 و44 من المرسوم التنفيذي رقم 22-208 المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1443 الموافق 5 جوان سنة 2022 الذي يحدّد نظام الدراسات والتكوين للحصول على شهادات التعليم العالي، يهدف هذا القرار إلى تحديد بيانات وخصائص شهادات التعليم العالي.



## الفصل الأول

### بيانات وخصائص شهادة الليسانس

المادة 2 : تتضمن شهادة الليسانس البيانات الآتية:

- الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية،
- وزارة التعليم العالي والبحث العلمي،
- تأشيرة النص التشريعي المتعلق بالتعليم والتكوين العالين،
- تأشيرة المرسوم المتضمن إحداث شهادات التعليم العالي،
- تأشيرة القرار المتضمن تفويض مديري مؤسسات التعليم العالي إمضاء شهادات التعليم العالي،
- تاريخ محضر لجنة المداولات،
- إسم ولقب المتخرج باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- تاريخ ومكان ازدياد المتخرج باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- الشهادة الممنوحة باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- الميدان والشعبة والتخصص باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- مؤسسة التعليم العالي المانحة للشهادة،
- رقم تسجيل الشهادة وتاريخ إمضاءها،
- إمضاء عميد الكلية أو مدير المعهد بالنسبة للجامعة و مدير المعهد بالنسبة للمركز الجامعي،
- إمضاء مدير مؤسسة التعليم العالي.

المادة 3 : تتضمن شهادة الليسانس الخصائص الآتية:

- تكون في شكل أفقي محاط بحافة ذات ألوان،
- تعدّ على ورقة أبعادها 29.5 سم طولاً، و 21 سم عرضاً،
- يكون عنوان "شهادة الليسانس" باللغة العربية فقط .

## الفصل الثاني

### بيانات وخصائص شهادة الماجستير

المادة 4 : تتضمن شهادة الماجستير البيانات الآتية:

- الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية،
- وزارة التعليم العالي والبحث العلمي،
- تأشيرة النص التشريعي المتعلق بالتعليم والتكوين العالين،



- تأشيرة المرسوم المتضمن إحداث شهادات التعليم العالي،
- تأشيرة القرار المتضمن تفويض مديري مؤسسات التعليم العالي إمضاء شهادات التعليم العالي،
- تاريخ محضر لجنة المداولات،
- إسم ولقب المتخرج باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- تاريخ ومكان ازدياد المتخرج باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- الشهادة الممنوحة باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- الميدان والشعبة والتخصص باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- مؤسسة التعليم العالي المانحة للشهادة،
- رقم تسجيل الشهادة وتاريخ إمضاءها،
- إمضاء عميد الكلية أو مدير المعهد بالنسبة للجامعة و مدير المعهد بالنسبة للمركز الجامعي، أو مدير الدراسات بالنسبة للمدرسة العليا،
- إمضاء مدير مؤسسة التعليم العالي.

المادة 5 : تتضمن شهادة الماستر الخصائص الآتية:

- تكون في شكل أفقي محاط بحافة ذات ألوان،
- تعدّ على ورقة أبعادها 29.5 سم طولاً، و 21 سم عرضاً،
- يكون عنوان "شهادة الماستر" باللغة العربية فقط .

### الفصل الثالث

#### بيانات و خصائص شهادتي مهندس دولة ومهندس معماري

المادة 6 : تتضمن شهادتا مهندس دولة ومهندس معماري البيانات الآتية:

- الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية،
- وزارة التعليم العالي والبحث العلمي،
- تأشيرة النص التشريعي المتعلق بالتعليم والتكوين العالين،
- تأشيرة المرسوم المتضمن إحداث شهادات التعليم العالي،
- تأشيرة القرار المتضمن تفويض مديري مؤسسات التعليم العالي إمضاء شهادات التعليم العالي،
- تاريخ محضر لجنة المداولات،
- إسم ولقب المتخرج باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- تاريخ ومكان ازدياد المتخرج باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- الشهادة الممنوحة باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- الميدان والشعبة والتخصص باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- مؤسسة التعليم العالي المانحة للشهادة،



- رقم تسجيل الشهادة وتاريخ إمضاءها،
- إمضاء عميد الكلية أو مدير المعهد بالنسبة للجامعة و مدير المعهد بالنسبة للمركز الجامعي، أو مدير الدراسات بالنسبة للمدرسة العليا،
- إمضاء مدير مؤسسة التعليم العالي.

المادة 7 : تتضمن شهادتاً مهندس دولة ومهندس معماري الخصائص الآتية:

- تكون في شكل أفقي محاط بحافة ذات ألوان،
- تعدّ على ورقة أبعادها 29.5 سم طولاً، و21 سم عرضاً،
- يكون عنوان "شهادة مهندس دولة" و"شهادة مهندس معماري" باللغة العربية فقط .

### الفصل الرابع

#### بيانات وخصائص شهادة الدكتوراه

المادة 8 : تتضمن شهادة الدكتوراه البيانات الآتية:

- الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية،
- وزارة التعليم العالي والبحث العلمي،
- تأشيرة النص التشريعي المتعلق بالتعليم والتكوين العالين،
- تأشيرة المرسوم المتضمن إحداث شهادات التعليم العالي،
- تأشيرة القرار المتضمن تفويض مديري مؤسسات التعليم العالي إمضاء شهادات التعليم العالي،
- تاريخ محضر لجنة المناقشة،
- إسم ولقب المتخرج باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- تاريخ ومكان ازدياد المتخرج باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- الشهادة الممنوحة باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- الميدان والشعبة والتخصص باللغة العربية وبالأحرف اللاتينية،
- التقدير " مشرف " أو " مشرف جدا "،
- مؤسسة التعليم العالي المانحة للشهادة،
- رقم تسجيل الشهادة وتاريخ إمضاءها،
- إمضاء عميد الكلية أو مدير المعهد بالنسبة للجامعة و مدير المعهد بالنسبة للمركز الجامعي، أو مدير الدراسات بالنسبة للمدرسة العليا،
- إمضاء مدير مؤسسة التعليم العالي.

المادة 9 : تتضمن شهادة الدكتوراه المذكورة في المادة 11 أعلاه، الخصائص الآتية:

- تكون في شكل أفقي محاط بحافة ذات ألوان،
- تعدّ على ورقة أبعادها 29.5 سم طولاً، و21 سم عرضاً،



- يكون عنوان "شهادة الدكتوراه" باللغة العربية فقط .

## الفصل الخامس أحكام خاصة

- المادة 10 : يتم تأمين شهادات التعليم العالي بواسطة تقنيات رقمية.
- المادة 11 : تعد شهادات التعليم العالي، طبقاً للنماذج المرفقة بهذا القرار، باللغة العربية وجزء منها بالأحرف اللاتينية.
- المادة 12 : يكلف المدير العام للتعليم والتكوين ومديرو مؤسسات التعليم العالي، كل فيما يخصه، بتنفيذ هذا القرار الذي سينشر في النشرة الرسمية للتعليم العالي والبحث العلمي.

حرر بالجزائر في ..... 02 اوت 2022 ..... الموافق

وزير التعليم العالي والبحث العلمي

  
وزير التعليم العالي والبحث العلمي  
أ.د عبد الباقي بن زيان



# REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Arrêté n°.....994.....du.....02 AOUT 2022 fixant  
les mentions et les caractéristiques des diplômes de l'enseignement supérieur

### le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

- Vu la loi n° 99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419, correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;
- Vu le décret présidentiel n° 21-181 du 26 Dhou El Kaâda 1442, correspondant au 7 juillet 2021, modifié, portant nomination des membres du gouvernement ;
- Vu le décret exécutif n°03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université;
- Vu le décret exécutif n°05-299 du 11 Rajab 1426 correspondant au 16 août 2005, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire;
- Vu le décret exécutif n° 13-77 du 18 Rabi El Aouel 1434, correspondant au 30 janvier 2013, fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- Vu le décret exécutif n° 16-176 du 9 Ramadhan 1437 correspondant au 14 juin 2016 fixant le statut-type de l'école supérieure ;
- Vu le décret exécutif n°22-208 du 5 Dhou El Kaâda 1443 correspondant au 5 juin 2022 fixant le régime des études et de la formation en vue de l'obtention des diplômes de l'enseignement supérieur ;
- Vu l'arrêté n° 686 du 01 août 2018 portant délégation de signature aux chefs d'établissement d'enseignement supérieur à l'effet de signer les diplômes de l'enseignement supérieur.

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>:** En application des dispositions des articles 14, 19, 26 et 44 du décret exécutif n°22-208 du 5 Dhou El Kaâda 1443 correspondant au 5 juin 2022 fixant le régime des études et de la formation en vue de l'obtention des diplômes de l'enseignement supérieur, le présent arrêté a pour objet de fixer les mentions et les caractéristiques des diplômes de l'enseignement supérieur.



## **Chapitre 1**

### **Mentions et caractéristiques du diplôme de licence**

**Art.2:**Le diplôme de licence comporte les mentions suivantes:

- République Algérienne Démocratique et Populaire;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique;
- Visa du texte législatif relatif à l'enseignement et la formation supérieurs;
- Visadu décret portant création des diplômes de l'enseignement supérieur;
- Visa de l'arrêté portant délégation de signature aux chefs d'établissement d'enseignement supérieur;
- Date du procès-verbal des délibérations du jury;
- Nom et prénom du diplômé en langue arabe et en caractères latins ;
- Date et lieu de naissance du diplômé en langue arabe et en caractères latins ;
- Diplôme obtenu en langue arabe et en caractères latins ;
- Domaine, filière et spécialité en langue arabe et en caractères latins ;
- L'établissement d'enseignement supérieur ayant délivré le diplôme;
- Numéro d'enregistrement et date de signature du diplôme;
- Signature du doyen de faculté ou du directeur d'institut pour l'université et le directeur d'institut pour le centre universitaire;
- Signature du chef d'établissement d'enseignement supérieur.

**Art.3:**Le diplôme de licence comporte les caractéristiques suivantes:

- De forme horizontale, bordé d'un encadrement en couleur;
- Confectionné sur papier dont les dimensions de 29,5 cm de longueur et de 21 cm de largeur;
- Le titre « diplôme de licence » établi en langue arabe uniquement.

## **Chapitre 2**

### **Mentions et caractéristiques du diplôme de Master**

**Art.4:** Le diplôme de Master comporte les mentions suivantes:

- République Algérienne Démocratique et Populaire;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique;
- Visa du texte législatif relatif à l'enseignement et la formation supérieurs;
- Visadu décret portant création des diplômes de l'enseignement supérieur;
- Visa de l'arrêté portant délégation de signature aux chefs d'établissement d'enseignement supérieur;
- Date du procès-verbal des délibérations du jury;
- Nom et prénom du diplômé en langue arabe et en caractères latins ;
- Date et lieu de naissance du diplômé en langue arabe et en caractères latins ;
- Diplôme obtenu en langue arabe et en caractères latins ;
- Domaine, filière et spécialité en langue arabe et en caractères latins ;
- L'établissement d'enseignement supérieur ayant délivré le diplôme;



- Numéro d'enregistrement et date de signature du diplôme;
- Signature du doyen de faculté ou du directeur d'institut pour l'université et le directeur d'institut pour le centre universitaire ou le directeur des études pour l'école supérieure;
- Signature du chef d'établissement d'enseignement supérieur.

**Art.5:**Le diplôme de master comporte les caractéristiques suivantes:

- De forme horizontale, bordé d'un encadrement en couleur;
- Confectionné sur papier dont les dimensions de 29,5cm de longueur et de 21 cm de largeur;
- Le titre « diplôme de Master » établi en langue arabe uniquement.

### **Chapitre 3**

#### **Mentions et caractéristiques du diplôme d'ingénieur d'état et du diplôme d'architecte**

**Art.6:**Le diplôme d'ingénieur d'Etat et le diplôme d'architecte comportent les mentions suivantes:

- République Algérienne Démocratique et Populaire;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique;
- Visa du texte législatif relatif à l'enseignement et la formation supérieurs;
- Visa du décret portant création des diplômes de l'enseignement supérieur;
- Visa de l'arrêté portant délégation de signature aux chefs d'établissement d'enseignement supérieur;
- Date du procès-verbal des délibérations du jury;
- Nom et prénom du diplômé en langue arabe et en caractères latins ;
- Date et lieu de naissance du diplômé en langue arabe et en caractères latins ;
- Diplôme obtenu en langue arabe et en caractères latins ;
- Domaine, filière et spécialité en langue arabe et en caractères latins ;
- L'établissement d'enseignement supérieur ayant délivré le diplôme;
- Numéro d'enregistrement et date de signature du diplôme;
- Signature du doyen de faculté ou du directeur d'institut pour l'université et le directeur d'institut pour le centre universitaire ou le directeur des études pour l'école supérieure;
- Signature du chef d'établissement d'enseignement supérieur.

**Art.7:** Le diplôme d'ingénieur d'Etat et le diplôme d'architecte comportent les caractéristiques suivantes:

- De forme horizontale, bordé d'un encadrement en couleur;
- Confectionné sur papier dont les dimensions de 29,5cm de longueur et de 21 cm de largeur;
- Les titres « diplôme d'ingénieur d'Etat » et « diplôme d'architecte » établis en langue arabe uniquement.



## Chapitre 4

### Mentions et caractéristiques du diplôme de doctorat

**Art.8:** Le diplôme de doctorat comporte les mentions suivantes:

- République Algérienne Démocratique et Populaire;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique;
- Visa du texte législatif relatif à l'enseignement et la formation supérieurs;
- Visa du décret portant création des diplômes de l'enseignement supérieur;
- Visa de l'arrêté portant délégation de signature aux chefs d'établissement d'enseignement supérieur;
- Date du procès-verbal des délibérations du jury de soutenance;
- Nom et prénom du diplômé en langue arabe et en caractères latins ;
- Date et lieu de naissance du diplômé en langue arabe et en caractères latins ;
- Diplôme obtenu en langue arabe et en caractères latins ;
- Domaine, filière et spécialité en langue arabe et en caractères latins ;
- Mention "honorable" ou " très honorable";
- Etablissement d'enseignement supérieur ayant délivré le diplôme;
- Numéro d'enregistrement et date de signature du diplôme;
- Signature du doyen de faculté ou du directeur d'institut pour l'université et le directeur d'institut pour le centre universitaire ou le directeur des études pour l'école supérieure;
- Signature du chef d'établissement d'enseignement supérieur.

**Art.9:** Le diplôme de doctorat comporte les mentions suivantes:

- De forme horizontale, bordé d'un encadrement en couleur;
- Confectionné sur papier dont les dimensions de 29,5cm de longueur et de 21 cm de largeur;
- Le titre « diplôme de Doctorat » établi en langue arabe uniquement.

## Chapitre 5

### Dispositions particulières

**Art.10 :** La sécurisation des diplômes de l'enseignement supérieur est établie à l'aide de techniques numériques.

**Art.11 :** Les diplômes de l'enseignement supérieur dont les spécimens annexés au présent arrêté, sont établis en langue arabe et une partie en caractères latins.

**Art.12:** Le directeur général des enseignements et de la formation et les chefs d'établissements, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

02 AOUT 2022

Fait à Alger le .....

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur  
et de la Recherche Scientifique.



الجمهورية الجزائرية  
الديمقراطية الشعبية

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

# شهادة الدكتوراه

إن وزير التعليم العالي والبحث العلمي  
بمقتضى القانون رقم 05-99 المؤرخ في 08 اذني المحمد عام 1419 الموافق 4 ابريل سنة 1999، المتضمن: القانون الذي يحدد نظام الدراسات والتكوين للحصول على شهادات التعليم العالي  
وتمتضى المرسوم التنفيذي رقم 22-208 المؤرخ في 05 ذي القعدة عام 1443 الموافق 5 جوان سنة 2022، الذي يحدد نظام الدراسات والتكوين للحصول على شهادات التعليم العالي  
وتمتضى القرار رقم 686 المؤرخ في أول أوت 2018 والمتضمن تفويض مديري مؤسسات التعليم العالي إمتطاء شهادات التعليم العالي،  
وبناء على تحضير لجنة المناقشة بتاريخ:

Il est décerné à M : .....

Né (e) le : ..... à : .....

## Le Diplôme de Doctorat

Domaine: .....

Filière: .....

Spécialité: .....

Mention: .....

منح السيد(ة):

المولود (ة) في: .....

## شهادة الدكتوراه

الميدان: .....

الشعبة: .....

التخصص: .....

التقدير: .....

Delivré par l'établissement universitaire : .....

المستلمة من قبل المؤسسة الجامعية: .....



0000501

تحت رقم: .....

بتاريخ: .....

حرره: .....

امضاء مدير المؤسسة الجامعية

امضاء

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي  
شهادة محمد داوود

إن وزير التعليم العالي والبحث العلمي  
بمقتضى القانون رقم 99-05 المؤرخ في 18 اذني الحجة عام 1419 الموافق 14 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتعمم،  
وبمقتضى المرسوم رقم 22-208 المؤرخ في 05 ذي القعدة عام 1443 الموافق 05 جوان سنة 2022، الذي يحدد نظام الدراسات والتكوين للمحصل علمي شهادات التعليم العالي  
وبمقتضى القرار رقم 686 المؤرخ في أول أوت 2018 والمتضمن تفويض مديري مؤسسات التعليم العالي إمتضاء شهادات التعليم العالي،  
وبناء على محضر لجنة المداولات بتاريخ:

Il est décerné à M :

Né (e) le :

à :

المولود (ة) في:  
بمنح السيد(ة):

Le Diplôme d'Ingénieur d'Etat

Domaine:

Filière:

Spécialité:

Délivré par l'établissement universitaire:

شهادة محمد داوود

الميدان :

الشعبة :

التخصص :

المستلمة من قبل المؤسسة الجامعية:

تمت رقم:

بتاريخ:

حرر في:

إمضاء مدير المؤسسة الجامعية

إمضاء

0017501





الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

# شهادة محمد معماري

إن وزارة التعليم العالي والبحث العلمي  
بمقتضى القانون رقم 99-05 المؤرخ في 18 اذلي الحكيمة عام 1419 الموافق 14 أبريل سنة 1999 والمتضمن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدل والمتضمن،  
والمقتضى المرسوم رقم 22-208 المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1443 الموافق 5 جوان سنة 2022، الذي يحدد نظام الدراسات والتكوين للحصول على شهادات التعليم العالي  
والمقتضى القرار رقم 686 المؤرخ في أول أوت 2018 والمتضمن تفويض مديري مؤسسات التعليم العالي إمتضاء شهادات التعليم العالي،  
وبناء على تحضير لجنة المداولات بتاريخ:

Il est décerné à M :

Né (e) le : ..... à :

بن :

يُمْنَح السيدة (ة) :

المولود (ة) في :

## Le Diplôme d'Architecte

Domaine:

Filière:

Spécialité:

Delivré par l'établissement universitaire :

# شهادة محمد معماري

الميدان :

الشعبة :

التخصص :

المستلمة من قبل المؤسسة الجامعية :

لا تملأه ا



0017501

تحت رقم :

بتاريخ :

حرر في :

إمضاء مدير المؤسسة الجامعية

إمضاء

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

02 أوت 2022

قرار رقم 995 مؤرخ في

يحدّد كميّات تنظيم مدرسة الدكتوراه وسيرها

إنّ وزير التّعليم العالي والبحث العلمي،

- بمقتضى القانون رقم 99-05 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أبريل سنة 1999 والمتضمّن القانون التوجيهي للتعليم العالي، المعدّل والمتّم.
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 21-281 المؤرخ في 26 ذي القعدة عام 1442 الموافق 7 يوليو سنة 2021 ، والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03-279 المؤرخ في 24 جمادى الثانية عام 1424 الموافق 23 غشت سنة 2003 والذي يحدّد مهام الجامعة والقواعد الخاصة بتنظيمها وسيرها، المعدّل والمتّم.
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05-299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 غشت سنة 2005 والذي يحدّد مهام المركز الجامعي والقواعد الخاصة بتنظيمه وسيره.
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-77 المؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1434 الموافق 30 يناير سنة 2013 والذي يحدّد صلاحيّات وزير التّعليم العالي والبحث العلمي.
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 16-176 المؤرخ في 9 رمضان عام 1437 الموافق 14 يونيو سنة 2016 والذي يحدّد القانون الأساسي النّمودجي للمدرسة العليا،
- وبمقتضى مرسوم التنفيذي رقم 22-208 المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1443 الموافق 5 جوان سنة 2022، والذي يحدد نظام الدراسات والتكوين للحصول على شهادات التعليم العالي، لاسيما المادة 65 منه.
- وبمقتضى القرار رقم 131 المؤرخ في 6 جوان 2005 الذي يحدّد كميّات تنظيم التكوين في الدكتوراه في إطار مدرسة دكتوراه.
- وبمقتضى القرار رقم 991 المؤرخ في أول أوت 2022 الذي يحدّد كميّات الالتحاق بالتكوين في الطّور الثّالث وتنظيمه وشروط إعداد أطروحة الدّكتوراه ومناقشتها،
- وبمقتضى القرار رقم 993 المؤرخ في 02 أوت 2022 الذي يحدّد كميّات اللجنة الوطنية للتأهيل وتنظيمها وسيرها،



## يقرر ما يأتي:

المادة الأولى: تطبيقاً لأحكام المادة 65 من المرسوم التنفيذي رقم 22-208 المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1443 الموافق 5 جوان سنة 2022 والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار إلى تحديد كفاءات تنظيم مدرسة الدكتوراه وسيرها.

### الفصل الأول أحكام عامة

المادة 2: مدرسة الدكتوراه هي تجمع لمؤسسات التعليم العالي والبحث العلمي مرتبطة بأهداف مشتركة في إطار التكوين في الطور الثالث ضمن اتفاقية شراكة. كما تعدُّ نمطاً تنظيمياً لتنسيق أنشطة التكوين والبحث، والاستغلال المشترك والأمثل للموارد البشرية والمادية، عبر تطوير شبكة شراكة بيداغوجية وعلمية بين عدة مؤسسات للتعليم العالي والبحث العلمي. وتستند في عملها على التعاون النوعي بين مؤسسات التعليم العالي المؤهلة حول مشروع دكتوراه مشترك في شعبة واحدة أو أكثر وفقاً للموارد المتاحة. يمكن أن تعتمد، أيضاً، على التعاون الدولي من أجل التكفل ببعض جوانب التكوين والبحث.

### الفصل الثاني

#### كفاءات تنظيم مدرسة الدكتوراه

المادة 3: تضم مدرسة الدكتوراه، على الأقل، مؤسستين مؤهلتين للتعليم العالي.

المادة 4: تُوطنُ مدرسة الدكتوراه في إحدى مؤسسات التعليم العالي الشريكة، والمسماة أدناه "نقطة الاتصال".

المادة 5: يمكن تنظيم مدارس الدكتوراه أيضاً في شبكات مواضيع بحثية.

المادة 6: يقترح عرض التكوين لفتح مدرسة دكتوراه من طرف مدير مؤسسة التعليم العالي المعيّنة كنقطة اتصال، وفقاً لنموذج عرض تكوين يعد لهذا الغرض.

يجب أن يرفق طلب تأهيل مدرسة الدكتوراه بنسخة عن الاتفاقية المنصوص عليها في المادة 2 أعلاه. يخضع طلب تأهيل مدرسة الدكتوراه إلى نفس آليات تقييم عروض التكوين في الدكتوراه وتأهيلها.

المادة 7: تؤهل مدرسة الدكتوراه لمدة ثلاث (03) سنوات متتالية قابلة للتجديد بقرار من وزير التعليم العالي والبحث العلمي.

يحدّد قرار التأهيل الميدان والشعبة أو الشعب والتخصصات، وكذا توزيع عدد المقاعد البيداغوجية المفتوحة لكل مؤسسة شريكة في مدرسة الدكتوراه.

المادة 8: تسلّم شهادات الدكتوراه المتوجّهة للتكوين في إطار مدرسة الدكتوراه من طرف مؤسسات التعليم العالي الشريكة حسب عدد المقاعد البيداغوجية المفتوحة باسمها.



## الفصل الثالث

### كيفية سير مدرسة الدكتوراه

المادة 9: يتم إنشاء على مستوى مدرسة الدكتوراه مجلس مدرسة الدكتوراه. يتكون مجلس مدرسة الدكتوراه من رؤساء لجان التكوين في الدكتوراه لكل مؤسسة من مؤسسات التعليم العالي الشريكة المؤهلة، ومديري مخابر البحث الموطنة للتكوينات في الدكتوراه المعنية.

المادة 10: يعين مدير مؤسسة التعليم العالي المعتبرة نقطة اتصال رئيس لجنة التكوين في الدكتوراه للشعبة في مؤسسته منسقا لمجلس مدرسة الدكتوراه.

في حال تعلقت مدرسة الدكتوراه بعدة شعب يُعين منسق المجلس من بين أحد رؤساء لجان التكوين في الدكتوراه لشعب نفس المؤسسة.

المادة 11: يتكفل مجلس مدرسة الدكتوراه، بالاتصال لجان التكوين في الدكتوراه المعنية ومصالح المؤسسات الشريكة، بما يلي:

- برمجة أنشطة التكوين في الدكتوراه وتنظيمها وتنسيقها،
- ضمان حسن سير المسابقات والتكوين،
- ضمان تجميع الموارد البشرية والمادية،
- تحسين التكفل بطلبة الدكتوراه وضمان متابعتهم وتقييمهم،
- تنظيم تنقل الأساتذة والباحثين وطلبة الدكتوراه،
- برمجة وتنسيق والإشراف على جميع أنشطة مدرسة الدكتوراه،
- ضمان متابعة إنجاز أطروحات الدكتوراه،
- تحسين مرثية مدرسة الدكتوراه على المستوى الوطني والدولي،
- إعداد تقرير سنوي عن أنشطة مدرسة الدكتوراه وإرساله إلى مدير مؤسسة نقطة الاتصال ومديري المؤسسات الشريكة.

المادة 12: تلغى أحكام القرار رقم 131 المؤرخ في 6 جوان 2005 الذي يحدد كيفية تنظيم التكوين في الدكتوراه في إطار مدرسة دكتوراه.

المادة 13: يكلف المدير العام للتعليم والتكوين، ومديرو مؤسسات التعليم العالي، كل فيما يخصه، بتطبيق هذا القرار الذي سينشر في النشرة الرسمية للتعليم العالي والبحث العلمي.

حرر بالجزائر في، 02 اوت 2022

وزير التعليم العالي والبحث العلمي

وزير التعليم العالي والبحث العلمي

أ.د. عبد الباقي بن زيان



# REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

## Arrêté n° 995 du 02 AOUT 2022 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'école doctorale

*Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;*

- Vu la Loi n°99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant Loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;
- Vu le Décret présidentiel n° 21-281 du 26 Dhou El Kaâda 1442 correspondant au 7 juillet 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret exécutif n°13-77 du 18 Rabie El Aouel 1434 correspondant au 30 janvier 2013, fixant les attributions du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- Vu le décret exécutif n°03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université ;
- Vu le décret exécutif n°05-299 du 11 Rajab 1426 correspondant au 16 août 2005, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire ;
- Vu le décret exécutif n°16-176 du 9 Ramadhan 1437 correspondant au 14 juin 2016, fixant le statut type de l'école supérieure ;
- Vu le décret exécutif n°22-208 du 5 Dhou El kaada 1443 correspondant au 5 juin 2022, fixant le régime des études et de la formation en vue de l'obtention des diplômes de l'enseignement supérieur, notamment l'article 65 ;
- Vu l'arrêté n° 131 du 6 juin 2005, fixant les modalités d'organisation de la formation doctorale dans le cadre d'une école doctorale ;
- Vu l'arrêté n°991 du 01 Août 2022, fixant les modalités d'organisation de la formation de troisième cycle et les conditions de préparation et de soutenance de la thèse de doctorat ;
- Vu l'arrêté n°993 du 02 Août 2022, fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission national d'habilitation.

### A R R E T E :

**Article 1er :** En application des dispositions de l'article 65 du décret exécutif n°22-208 du 5 Dhou El kaada 1443 correspondant au 5 juin 2022, sus visé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'école doctorale.



## Chapitre 1

### Dispositions générales

**Art 2 :** L'école doctorale est un regroupement d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, liés par des objectifs communs dans le cadre de la formation de troisième cycle selon une convention de partenariat.

Il s'agit d'un mode organisationnel pour la coordination des activités de formation et de recherche ainsi que l'exploitation commune et optimale des ressources humaines et matérielles et ce, par le développement d'un réseau de partenariat pédagogique et scientifique entre les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. Elle s'appuie dans ses travaux sur une coopération de qualité entre les établissements d'enseignement habilités autour d'un projet doctoral commun dans une ou plusieurs filières selon les ressources disponibles.

Elle peut s'appuyer, en outre, sur la coopération internationale pour la prise en charge de certains volets de la formation et de la recherche.

## Chapitre 2

### Des modalités d'organisation de l'école doctorale

**Art 3 :** L'école doctorale est composée, au moins, de deux établissements d'enseignement supérieur habilités.

**Art 4 :** L'école doctorale est domiciliée dans un des établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique partenaires dénommé ci-après «Point focal».

**Art.5:** Les écoles doctorales peuvent aussi s'organiser en réseaux thématiques de recherche.

**Art 6 :** L'offre de formation pour l'ouverture de l'école doctorale est proposé par le chef de l'établissement d'enseignement supérieur désigné comme «Point focal» et ce, conformément à un canevas élaboré à cet effet.

La demande d'habilitation de l'école doctorale doit être accompagnée d'une copie de convention citée dans l'article 2, ci-dessus.

La demande d'habilitation de l'école doctorale est soumise aux mêmes modalités d'évaluation et d'habilitation des offres de formation doctorale.

**Art 7 :** L'école doctorale est habilitée pour une durée de trois (03) années consécutives renouvelables par arrêté du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.



L'arrêté d'habilitation précise le domaine, la ou les filières et les spécialités ainsi que la répartition des places pédagogiques ouvertes pour chaque établissement partenaire dans l'école doctorale.

**Art 8 :** Les diplômes de doctorat sanctionnant la formation dans le cadre de l'école doctorale sont délivrés par les établissements d'enseignement supérieurs partenaires selon le nombre des places pédagogiques ouvertes en son nom.

### Chapitre 3

#### Des modalités de fonctionnement de l'école doctorale

**Art 9 :** Il est institué au sein de l'école doctorale un conseil de l'école doctorale dénommé ci-après «CED».

Le CED est constitué des responsables des comités de formation doctorale (CFD) habilités de chaque établissement d'enseignement supérieur et de recherche partenaire et des directeurs des laboratoires de recherche d'adossement des formations doctorales concernées.

**Art 10 :** Le chef de l'établissement point focal procède à la nomination du responsable du CFD de la filière de cet établissement en qualité de coordonnateur du CED.

Dans le cas où l'école doctorale concerne plusieurs filières, le chef de l'établissement point focal procède à la nomination du coordonnateur du CED qui doit être désigné parmi les responsables des CFD des filières de cet établissement.

**Art 11 :** Le CED, en relation avec les CFD des établissements partenaires concernés et les services des établissements partenaires, a pour mission de :

- Programmer, organiser et coordonner les activités de la formation doctorale ;
- Veiller au bon déroulement des concours et des enseignements ;
- Veiller à la mutualisation des moyens humains et matériels ;
- Améliorer la prise en charge des doctorants et assurer leur suivi et leur évaluation ;
- Organiser la mobilité des enseignants et des chercheurs et des doctorants ;
- Assurer le suivi de réalisation des thèses de doctorat ;
- Améliorer la visibilité de l'école doctorale à l'échelle nationale et internationale.
- Etablir un rapport annuel des activités de l'école doctorale et l'adresser au chef de l'établissement point focal.



**Art.12 :** Les dispositions de l'arrêté n° 131 du 6 juin 2005, fixant les modalités d'organisation de la formation doctorale dans le cadre d'une école doctorale sont abrogées.

**Art.13 :** Le directeur général des enseignements et de la formation et les chefs d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Fait à Alger, le ..... 02 AOUT 2022.....

*Le Ministre de l'Enseignement Supérieur  
et de la Recherche Scientifique*



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية  
وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

قرار رقم 997 مؤرخ في 07 أوت 2022  
يحدّد كميّات تمويل التّكوين في الطّور الثّالث المسند لمخابر البحث  
في إطار الميزانية الممنوحة للبحث العلمي والتّطوير التّكنولوجي

إن وزير التعليم العالي والبحث العلمي،

- بمقتضى القانون رقم 99-05 المؤرخ في 18 ذو الحجة 1419 الموافق 04 أفريل 1999 والمتضمّن القانون التوجيهي حول التعليم العالي، المعدّل والمتمّم،
- وبمقتضى القانون رقم 15-21 المؤرخ في 18 ربيع الأول 1437 الموافق 30 ديسمبر 2015 والمتضمّن القانون التوجيهي حول البحث العلمي والتطوير التكنولوجي، المعدّل،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 21-281 المؤرخ في 26 ذي القعدة عام 1442 الموافق 7 يوليو سنة 2021، المعدل، والمتضمن تعيين أعضاء الحكومة،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-77 المؤرخ في 18 ربيع الأول 1434 الموافق 30 جانفي 2013 والذي يحدّد صلاحيات وزير التعليم العالي والبحث العلمي،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 19-231 المؤرخ في 12 ذي الحجة عام 1440 الموافق 13 غشت سنة 2019 والذي يحدّد كميّات انشاء مخابر البحث وتنظيمها وسيرها،
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 22-208 المؤرخ في 05 ذي القعدة عام 1443 الموافق 05 يونيو سنة 2022 والذي يحدّد نظام الدراسات والتكوين للحصول على شهادات التعليم العالي،
- وبمقتضى القرار رقم 991 المؤرخ في أول أوت 2022 الذي يحدّد كميّات الالتحاق بالتكوين في الطّور الثّالث وتنظيمه وشروط إعداد أطروحة الدّكتوراه ومناقشتها،
- وبمقتضى القرار رقم 993 المؤرخ في 02 أوت 2022 الذي يحدّد تشكيلة اللجنة الوطنية للتأهيل وتنظيمها وسيرها،
- وبمقتضى القرار رقم 995 المؤرخ في 02 أوت 2022 الذي يحدّد كميّات تنظيم مدرسة الدكتوراه وسيرها.



## يقرر ما يأتي:

**المادة الأولى:** تطبيقًا لأحكام المادة 47 من المرسوم التنفيذي رقم 22-208 المؤرخ في 05 ذي القعدة عام 1443 الموافق 05 يونيو سنة 2022، والمذكور أعلاه، يهدف هذا القرار الى تحديد كفاءات تمويل التكوين في الطّور الثالث المسند لمخابر البحث في إطار الميزانية الممنوحة للبحث العلمي والتّطوير التكنولوجي.

### الفصل الأول

#### التمويل في إطار الميزانية المخصصة للبحث العلمي والتطوير التكنولوجي

**المادة 2:** يمكن للطلبة المسجلين بانتظام في الطور الثالث المسندين في مخابر البحث الاستفادة من تمويل تدعيمي يمنح لمخابر الحاقهم.

**المادة 3:** تتوقف الاستفادة من هذا التمويل التدعيمي، بالنسبة لكل طالب، على تقديم:

- شهادة تسجيل،

- نموذج طلب تمويل التكوين في الدكتوراه بعد ملته.

**المادة 4:** يجب أن تصنف الملفات المحضرة من طرف كلّ مؤسسة تعليم عالي حسب ميدان التكوين وسنة التسجيل، وترسل الى المديرية العامة للبحث العلمي والتطوير التكنولوجي، عبر منصة رقمية مخصصة لهذه العملية وذلك قبل 31 مارس من كلّ سنة.

**المادة 5:** ترتبط المبالغ الممنوحة عن طريق هذا التمويل التدعيمي بميدان تكوين المخبر وسنة تسجيل طالب الدكتوراه.

تسجل اعتمادات التسيير الممنوحة بعنوان مؤسسة اللاحق ولفائدة مخبر توطين طالب الدكتوراه.

### الفصل الثاني

#### طرق أخرى للتمويل

**المادة 6:** في إطار رعاية التكوين في الطّور الثالث، يمكن ضمان التمويل من طرف الهيئات والمؤسسات العمومية أو الخاصة ومن الأشخاص المعنويين الخاضعين للقانون العام أو الخاص أو من الأشخاص الطبيعيين.

**المادة 7:** تحدّد كفاءات وآليات هذا التمويل باتفاقية تبرم بين مؤسسة الحاق التكوين في الطّور الثالث الشخص أو الكيان الذي يضمن التمويل.

**المادة 8:** ينشر هذا القرار في النشرة الرسمية للتعليم العالي والبحث العلمي.

حرر بالجزائر في، 02 اوت 2022

وزير التعليم العالي والبحث العلمي

وزير التعليم العالي والبحث العلمي

أ.د. عبد الباقي بن زيان



# REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Arrêté n° 997 du

02 AOUT 2022

fixant les modalités du financement dans le cadre du budget alloué à la recherche scientifique et du développement technologique, de la formation du troisième cycle adossée dans des laboratoires de recherche

*Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,*

- Vu la Loi n°99-05 du 18 Dhou El hidja 1419 correspondant au 04 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur ;
- Vu la Loi n°15-21 du 18 Rabie El Aouel 1437 correspondant au 30 décembre 2015, modifiée, portant loi d'orientation sur la recherche scientifique et le développement technologique ;
- Vu le Décret présidentiel n° 21-281 du 26 Dhou El Kaâda 1442 correspondant au 7 juillet 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret exécutif n°13-77 du 18 Rabie-El Aouel 1434 correspondant au 30 Janvier 2013, fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- Vu le décret exécutif n°19-231 du 12 Dhou El Hidja 1440 correspondant au 13 août 2019, fixant les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des laboratoires de recherche ;
- Vu le décret exécutif n°22-208 du 5 Dhou El Kaâda 1443 correspondant au 5 juin 2022 fixant le régime des études et de la formation en vue de l'obtention des Diplômes de l'enseignement supérieur ;
- Vu l'arrêté n°991 du 01 Août 2022, fixant les modalités d'organisation de la formation de troisième cycle et les conditions de préparation et de soutenance de la thèse de doctorat ;
- Vu l'arrêté n°993 du 02 Août 2022, fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la commission nationale d'habilitation ;
- Vu l'arrêté n°995 du 02 Août 2022, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'école doctorale.

## ARRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : En application des dispositions de l'article 47 du décret exécutif n°22-208 du 5 Dhou El Kaâda 1443 correspondant au 5 juin 2022, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités du financement de la formation du troisième cycle adossée dans des laboratoires de recherche dans le cadre du budget alloué à la recherche scientifique et du développement technologique.



## Chapitre 1

### Financement dans le cadre du budget alloué à la Recherche Scientifique et au Développement Technologique

**Art.2 :** Les étudiants régulièrement inscrits dans le troisième cycle et adossés à des laboratoires de recherche peuvent bénéficier d'un financement d'appoint octroyé à leurs laboratoires de rattachement.

**Art.3 :** Le bénéfice de ce financement d'appoint est subordonné à la présentation, pour chaque étudiants, d'un :

- Certificat d'inscription.
- Canevas renseigné de demande de financement d'une formation doctorale.

**Art.4 :** les dossiers préparés par chaque établissement d'enseignement supérieur doivent être classés par domaine de formation et par année d'inscription et transmis à la direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique via une plateforme numérique dédiée à cette opération avant le 31 mars de chaque année.

**Art.5 :** les montants octroyés par ce financement d'appoint dépendent du domaine de formation et de l'année d'inscription du doctorant.

Les crédits de fonctionnement octroyés sont inscrits à l'indicatif de l'établissement de rattachement et au profit du laboratoire de domiciliation du doctorant.

## Chapitre 2

### Autres mode de Financement

**Art.6 :** Dans le cadre d'un parrainage de la formation du troisième cycle, le financement peut être assuré par des organismes, des établissements publics ou privés, des personnes morales de droit public ou privé ou de personnes physiques.

**Art.7 :** Les modalités et les mécanismes de ce financement sont fixés par une convention conclue entre l'établissement de rattachement de la formation du troisième cycle et la personne ou entité assurant le financement.

**Art.8 :** Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

02 AOUT 2022

Fait à Alger, le .....

*Le Ministre de l'Enseignement Supérieur  
et de la Recherche Scientifique*



# الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

## وزارة التعليم العالي و البحث العلمي

قرار رقم 998 مؤرخ في 02 اوت 2022

يحدد شروط الإلتحاق و كفايات التوجيه و التسجيل في الدراسات الجامعية  
لنيل شهادة الماستر

إن وزير التعليم العالي و البحث العلمي،

- بمقتضى القانون رقم 05-99 المؤرخ في 18 ذي الحجة عام 1419 الموافق 4 أفريل سنة 1999، المتضمن القانون التوجيهي للتعليم العلي، المعدل و المتمم؛
- و بمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 281-21 المؤرخ في 9 ذي القعدة عام 1442 الموافق 7 يوليو سنة 2021 و المتضمن تعيين أعضاء الحكومة، المعدل؛
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 03-279 المؤرخ في 24 جمادى الثاني عام 1424 الموافق 23 أوت سنة 2003، يحدد مهام الجامعة و القواعد الخاصة بتنظيمها و سيرها، المعدل و المتمم؛
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 05-299 المؤرخ في 11 رجب عام 1426 الموافق 16 أوت سنة 2005، يحدد مهام المركز الجامعي و القواعد الخاصة بتنظيمه و سيره؛
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 13-77 المؤرخ في 18 ربيع الأول عام 1434 الموافق 30 جانفي سنة 2013، يحدد صلاحيات وزير التعليم العالي و البحث العلمي؛
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 18-95 المؤرخ في أول رجب عام 1439 الموافق 19 مارس سنة 2018 الذي يحدد شروط و كفايات الإعتراف بشهادات التعليم العالي الأجنبية؛
- وبمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 22-208 المؤرخ في 5 ذي القعدة عام 1443 الموافق 5 جوان سنة 2022 يحدد نظام الدراسات و التكوين للحصول على شهادات التعليم العالي؛
- وبمقتضى القرار رقم 992 المؤرخ في 1 أوت 2022، الذي يحدد كفايات التسجيل وإعادة التسجيل للتكوينات لنيل شهادات الأليسانس و الماستر و مهندس دولة و مهندس معماري، وكذا كفايات التنظيم و التقييم والتدرج فيها؛
- وبمقتضى القرار رقم 714 المؤرخ في 3 نوفمبر سنة 2011، المتضمن كفايات ترتيب الطلبة؛



- وبمقتضى القرار رقم 363 المؤرخ في 9 جوان سنة 2014، المتضمن شروط التسجيل في الدراسات الجامعية لنيل شهادة الماستر.

يقرر ما يأتي :

المادة الأولى: يهدف هذا القرار إلى تحديد شروط الإلتحاق و كفايات التوجيه و التسجيل في الدراسات الجامعية لنيل شهادة الماستر.

## الفصل الأول:

### شروط عامة للإلتحاق

المادة 2: يكتسى الماستر طابعا وطنيا، يفتح للمرشحين الذين يستوفون على الشروط المحددة في هذا القرار.

المادة 3: يتم اعلام الطلبة، بعنوان كل سنة جامعية، بمسارات الماستر المؤهلة و المفتوحة و كذلك عدد المقاعد البيداغوجية من خلال مواقع الواب لمؤسسات التعليم العالي و باستعمال كل الوسائط الإعلامية.

المادة 4 : يمكن للحائزين على شهادة الليسانس الممنوحة من طرف مؤسسات التعليم العالي أو للحائز على شهادة أجنبية معترف بمعادلتها، الإلتحاق بالدراسات الجامعية لنيل شهادة الماستر.

المادة 5: يمكن السماح للإلتحاق بالدراسة في السنة الأولى لنيل شهادة الماستر للحائزين على شهادة مستوى بكالوريا +4 سنوات الممنوحة من طرف مؤسسات التعليم العالي و للمرشحين الحائزين على شهادة أجنبية معترف بمعادلتها، و ذلك بناء على رأي لجنة الترتيب و التوجيه كما هي محددة في المادتين 53 و 54 من القرار رقم 992 المؤرخ في 1 أوت 2022 المذكور أعلاه.

المادة 6: يمكن السماح للإلتحاق بالدراسة في السنة الثانية لنيل شهادة الماستر بناء على موافقة لجنة الترتيب و التوجيه للحائزين :

- على شهادة مستوى بكالوريا +5 سنوات الممنوحة من طرف مؤسسات التعليم العالي و للمرشحين الحائزين على شهادة أجنبية معترف بمعادلتها،

- أو على شهادة التدرج في العلوم الطبية الممنوحة من طرف مؤسسات التعليم العالي و للمرشحين الحائزين على شهادة أجنبية معترف بمعادلتها.

المادة 7: يتم الإلتحاق بالتكوين العالي في الماستر عن طريق مسابقة على أساس الشهادة أو الإختبارات في حدود المقاعد البيداغوجية المتوفرة.



**المادة 8:** يمكن لمؤسسة التعليم العالي ضمان التسجيل في السنة الأولى ماستر لكل مترشحيها الحائزين على شهادة الليسانس للمؤسسة و المتخرجين في آخر دفعة.

تخصص حصة إضافية تقدر ب 20%، كحد أقصى من المقاعد البيداغوجية المفتوحة في السنة الأولى ماستر لكل عرض تكوين للمتخرجين القدامى للمؤسسة و للمترشحين الذين ينتمون لمؤسسات التكوين العالي الأخرى.

**المادة 9:** يجب على المترشح للدراسات في السنة الأولى أو السنة الثانية ماستر تقديم :

- رسالة تحفيز مرفوقة ببطاقة رغبات وفق نموذج يمكن تحميله من موقع الواب للمؤسسة.
- نسخة من كشف نقاط البكالوريا أو شهادة أجنبية معترف بمعادلتها،
- نسخة من شهادة التخرج التي تسمح بالتسجيل في الماستر،
- نسخة من كشف النقاط للمسار الجامعي.
- شهادة حسن السيرة تمنح من طرف المؤسسة الأصلية.

يُحرم الطلبة الذين تلقوا عقوبة تأديبية من الدرجة الثانية خلال مسار الليسانس من التسجيل لنيل شهادة الماستر لمدة سنة ابتداء من تاريخ انعقاد المجلس التأديبي.

## الفصل الثاني

### كيفية الترتيب و التوجيه

**المادة 10:** يتم ترتيب المترشحين الحائزين على شهادة الليسانس أو شهادة أجنبية معترف بمعادلتها أو شهادة مستوى دراسي بكالوريا +4 سنوات أو شهادة أجنبية معترف بمعادلتها، قصد التوجيه نحو مسار تكوين في السنة الأولى ماستر على أساس النتائج المحصل عليها طوال مسار تكوينهم طبقاً للأحكام المحددة في القرار رقم 714 المؤرخ في 3 نوفمبر 2011 المذكور أعلاه والتي يتم تكييفها مع مسارات تكوين كلاسيكي بكالوريا +4 سنوات.

**المادة 11:** يتم ترتيب المترشحين الحائزين على شهادة بكالوريا +5 سنوات أو المترشحين الحائزين على شهادة التدرج في العلوم الطبية، الممنوحة من طرف مؤسسة التعليم العالي، أو شهادة أجنبية معترف بمعادلتها، قصد التوجيه نحو مسار تكوين في السنة الثانية ماستر على أساس المعدل الحسابي وفق الصيغة الواردة في المادة الثالثة (03) من القرار رقم 714 المؤرخ في 3 نوفمبر 2011 المذكور أعلاه التي يتم تكييفها مع مسارات التكوين الأصلية.

**المادة 12:** يتم توجيه المترشحين الحائزين على شهادة الليسانس للدفعة الأخيرة للمؤسسة وفق ترتيب استحقاق مع مراعاة عدد المقاعد البيداغوجية المفتوحة حسب تخصص الماستر وعلى أساس بطاقة رغبات المترشح.



يتم تنظيم هذا التوجيه من طرف لجنة الترتيب و التوجيه.

**المادة 13:** يتم توجيه المترشحين الحائزين على شهادات بالنسبة للفئات الموالية أو الحائزين على شهادات أجنبية معترف بمعادلتها، حسب الحالة، بنفس الأشكال المحددة في المادة 10 أعلاه، وفق ترتيب استحقاقى وعلى أساس بطاقة رغبات المترشح، مع احترام الحصة القصوى المحددة في المادة 8 أعلاه:

- المترشحين الجدد في الليسانس نظام LMD للمؤسسات الجامعية الأخرى،
- المترشحين القدامى في الليسانس نظام LMD للمؤسسة ،
- المترشحين القدامى في الليسانس نظام LMD للمؤسسات الجامعية الأخرى،
- المترشحين في النظام الكلاسيكي (بكالوريا +4).

**المادة 14:** يتم توجيه المترشحين الحائزين على بكالوريا +5 سنوات أو المترشحين الحائزين على شهادة التدرج في العلوم الطبية، الممنوحة من طرف مؤسسة التعليم العالي، أو شهادة أجنبية معترف بمعادلتها، حسب الحالة، بنفس الأشكال المحددة في المادة 11 أعلاه، وفق ترتيب استحقاقى وعلى أساس بطاقة رغبات المترشح، مع احترام عدد المقاعد البيداغوجية المفتوحة على مستوى المؤسسة.

**المادة 15:** يتم الإعلان عن نتائج ترتيب و توجيه المترشحين من قبل لجنة الترتيب و التوجيه من خلال موقع الواب للمؤسسة وبواسطة دعائم اتصال أخرى.

تمنح مدة ثلاثة (03) أيام مفتوحة لاستقبال طعون محتملة، و ينبغي على لجنة الترتيب و التوجيه الرد على المترشحين المعنيين في غضون يومين (02) مفتوحين.

### الفصل الثالث:

#### التسجيل

**المادة 16:** يسمح التسجيل في دراسات السنة الأولى ماستر للمترشحين الذين تم قبولهم من طرف لجنة الترتيب و التوجيه طبقاً لأحكام هذا القرار.

**المادة 17:** يسمح التسجيل في دراسات السنة الثانية ماستر للمترشحين المذكورين في المادة 6 من هذا القرار بعد ترتيبهم حسب الإستحقاق من طرف لجنة الترتيب و التوجيه، و طبقاً للمقاعد البيداغوجية المتاحة.

**المادة 18:** يجب على المرشحين المقبولين التسجيل في الجامعة في غضون فترة لا تتجاوز سبعة (07) أيام مفتوحة بعد الإعلان النهائي للنتائج.

بعد هذه المدة ، يتم تعويض المترشحين المقبولين الذين لم يكملوا إجراءات التسجيل بالمترشحين في القائمة الذين يتبعون في الترتيب.



**المادة 19:** عند التسجيل النهائي، يقوم المترشح التابع لمؤسسة المستقبل بتبرير دفع حقوق التسجيل.

يتضمن ملف المترشحين التابعين لمؤسسات أخرى الوثائق الآتية:

- النسخة الأصلية لكشف نقاط البكالوريا أو شهادة أجنبية معترف بمعادلتها،
- نسخة من شهادة التي تسمح بالتسجيل في الماستر،
- النسخ الاصلية لكشوف النقاط للمسار الجامعي المتبع،
- تبرير دفع حقوق التسجيل.

أي تصريح كاذب يؤدي إلى استبعاد المترشح بالإضافة إلى امكانية اتخاذ الإجراءات القانونية.

#### الفصل الرابع :

#### أحكام نهائية

**المادة 20:** يمكن لحاملي شهادة ماستر أولى التقدم بطلب تسجيل لدى مؤسسة للتعليم العالي لتحضير شهادة ماستر ثانية في حدود الأماكن البيداغوجية المتبقية من الحصص الإضافية حسب مضمون المادتين 8 و 13 من هذا القرار.

**المادة 21:** يكلف مدير المؤسسة بادراج قوائم الطلبة المسجلين في الدراسات الجامعية لنيل شهادة الماستر في النظام الإعلامي المدمج لوزارة التعليم العالي و البحث العلمي.

**المادة 22:** تلغى كل الأحكام المخالفة لهذا القرار.

**المادة 23:** يكلف كل من المدير العام للتعليم و التكوين و مدراء مؤسسات التعليم العالي، كل فيما يخصه، بتطبيق أحكام هذا القرار الذي سينشر في النشرة الرسمية للتعليم العالي و البحث العلمي.

حرر بالجزائر في ..... 02 اوت 2022

وزير التعليم العالي و البحث العلمي

وزير التعليم العالي و البحث العلمي  
أ.د عبد الباقي بن زيان



# REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n°998 du 02 AOUT 2022

**Fixant les conditions d'accès, les modalités d'orientation et l'inscription  
aux études universitaires en vue de l'obtention du diplôme de Master**

### **Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,**

- Vu la loi n° 99- 05 du 18 Dhou EL Hidja 1419 correspondant au 04 avril 1999. modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'Enseignement Supérieur ;
- Vu le décret présidentiel n°21-281 du 26 Dhou El Kaâda 1442 correspondant au 7 juillet 2021, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret exécutif n°03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 août 2003, modifié et complété, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'université ;
- Vu le décret exécutif n°05-299 du 11 Rajab 1426 correspondant au 16 août 2005 fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire ;
- Vu le décret exécutif n°13-77 du 18 Rabie El Aouel 1434 correspondant au 30 janvier 2013 fixant les attributions du Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ;
- Vu le décret exécutif n°18-95 du Aouel Rajab 1439 correspondant au 19 mars 2018 fixant les conditions et modalités de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur étrangers ;
- Vu le décret exécutif n°22-208 du 5 Dhou El Kaâda 1443 correspondant au 5 juin 2022 fixant le régime des études et de la formation en vue de l'obtention des diplômes de l'enseignement supérieur ;
- Vu l'arrêté n°992 du 01 août 2022 fixant les modalités d'inscription et de réinscription dans les études en vue de l'obtention des diplômes de Licence, de Master, d'Ingénieur d'Etat et d'Architecte ainsi que et les modalités d'organisation, d'évaluation et de progression dans les études.
- Vu l'arrêté n°714 du 03 novembre 2011 portant modalité de classement des étudiants ;
- Vu l'arrêté n°363 du 09 juin 2014 fixant les conditions d'inscription aux études universitaires en vue de l'obtention du diplôme de Master.



## ARRÊTE :

**Art.1<sup>er</sup>** : le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions d'accès, les modalités d'orientation et l'inscription aux études universitaires en vue de l'obtention du diplôme de Master.

### Chapitre 1 :

#### Des conditions générales d'accès

**Art.2** : Le master revêt un caractère national. Il est ouvert aux candidats remplissant les conditions fixées par le présent arrêté.

**Art.3** : Les masters habilités dans les universités et les centres universitaires et ouverts au titre de chaque année universitaire, ainsi que le nombre de places pédagogiques, sont portés à la connaissance des candidats par publication sur les sites web des établissements de l'enseignement supérieur et par tout autre moyen d'information.

**Art.4** : L'accès aux études universitaires en vue de l'obtention du diplôme de master est ouvert aux titulaires d'un diplôme de licence délivré par un établissement de l'enseignement supérieur ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent.

**Art.5** : L'accès en première année d'études en vue de l'obtention du diplôme de master peut être accordé sur avis de la commission de classement et d'orientation en master, telle que définie par les articles 53 et 54 de l'arrêté n°992 du août 2022, susvisé, aux candidats titulaires d'un diplôme de niveau bac + 4, délivré par un établissement d'enseignement supérieur ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent.

**Art.6** : L'accès en deuxième année d'études en vue de l'obtention du diplôme de master peut être accordé sur avis de la commission de classement et d'orientation en master :

- Aux candidats titulaires d'un diplôme de niveau bac + 5 délivré par un établissement d'enseignement supérieur ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent.
- Aux candidats titulaires d'un diplôme en Sciences Médicales délivré par un établissement d'enseignement supérieur ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent.

**Art.7**: L'accès à la formation supérieure de master est ouvert par voie de concours sur titre ou épreuves dans la limite des places pédagogiques disponibles.

**Art.8** : L'établissement d'enseignement supérieur peut assurer l'inscription de tous ses diplômés de licence issus de la dernière promotion de l'établissement.

**Un quota supplémentaire de 20% au maximum** des places pédagogiques, ouvertes en première année de chaque offre de formation de master est réservé aux anciens diplômés de l'établissement et aux candidats issus d'autres établissements d'enseignement supérieur.



**Art.9 :** Le candidat aux études de première ou de deuxième année de master doit fournir :

- Une lettre de motivation accompagnée d'une fiche de vœux selon un modèle téléchargeable à partir du site web de l'établissement ;
- Une copie de son relevé de notes du baccalauréat ;
- Une copie de son diplôme donnant droit à l'inscription au master;
- Une copie du relevé de notes de son cursus universitaire.
- Un certificat de bonne conduite délivré par l'établissement d'origine.

Les étudiants ayant subi une sanction disciplinaire du 2<sup>ème</sup> degré durant leur cursus de licence, sont privés d'inscription en master pour une année à compter de la date de la tenue du conseil de discipline.

## **Chapitre 2 :**

### **Des modalités de classement et d'orientation**

**Art.10 :** Le classement des candidats titulaires de diplômes de licence ou de diplômes étrangers reconnus équivalents ou de diplômes du niveau d'études bac + 4 ou de diplômes étrangers reconnus équivalents, en vue d'une orientation en première année de master, s'effectue sur la base des résultats obtenus durant leurs cursus de formation conformément aux dispositions fixées par l'arrêté n° 714 du 3 novembre 2011, susvisé, adapté à un parcours de formation classique de bac +4.

**Art.11 :** Le classement des candidats titulaires de diplômes de Bac + 5, de diplômes de graduation en Sciences Médicales, délivrés par un établissement d'enseignement supérieur ou de diplômes étrangers reconnus équivalents, en vue d'une orientation en deuxième année de master, s'effectue sur la base d'une moyenne calculée selon la formule décrite par l'article 3 de l'arrêté n°714 du 3 novembre 2011, susvisé, adaptée aux parcours de formation d'origine.

**Art.12:** L'orientation des candidats titulaires de diplômes de licence, issus de la dernière promotion de l'établissement, s'effectue par ordre de mérite et sur la base de la fiche de vœux des candidats en fonction du nombre de places pédagogiques ouvertes par spécialité de master.

Cette orientation est organisée par la Commission de Classement et d'Orientation (CCO).

**Art.13:** L'orientation des candidats titulaires de diplômes des catégories, ci-après, ou de diplômes étrangers reconnus équivalents, s'effectue, selon le cas, dans les mêmes formes que celles décrites dans l'article 10 ci-dessus par ordre de mérite et sur la base de la fiche de vœux des candidats, dans le respect du quota maximal défini dans l'article 8 ci-dessus:

- Les nouveaux diplômés de licence LMD des autres établissements ;
- Les anciens diplômés de licence LMD de l'établissement ;
- Les anciens diplômés de licence LMD des autres établissements ;
- Les diplômés du système classique(Bac+4).

**Art.14 :** L'orientation des candidats titulaires de diplômes de Bac +5, de diplôme de graduation en Sciences Médicales, délivrés par un établissement d'enseignement



supérieur, ou de diplômes étrangers reconnus équivalents, s'effectue selon le cas, dans les mêmes formes que celles décrites dans l'article 11 ci-dessus par ordre de mérite et sur la base de la fiche de vœux des candidats, dans le respect du nombre de places pédagogiques ouvertes au niveau de l'établissement.

**Art.15 :** La proclamation des résultats du classement et de l'orientation des candidats par la CCO s'effectue via le site web de l'établissement et par tout autre support de communication.

Un délai de trois (03) jours ouvrables est accordé pour la réception d'éventuels recours. La CCO doit répondre aux candidats concernés dans un délai de deux (02) jours ouvrables.

### **Chapitre 3 :** **De l'inscription**

**Art.16 :** L'inscription aux études de première année de master est ouverte aux candidats retenus par la CCO conformément aux dispositions du présent arrêté.

**Art.17 :** L'inscription en deuxième année des études de master est ouverte aux candidats cités à l'article 06 du présent arrêté, après leurs classements par ordre de mérite par la CCO et en fonction des places pédagogiques disponibles.

**Art.18 :** Les candidats retenus doivent procéder à leur inscription au sein de l'établissement universitaire, dans un délai n'excédant pas sept (07) jours ouvrables après la proclamation définitive des résultats.

Passé ce délai, les candidats retenus n'ayant pas accompli les formalités d'inscription seront remplacés par les candidats de la liste qui suivent dans le classement.

**Art.19 :** Lors de son inscription finale, le candidat issu de l'établissement d'accueil doit justifier uniquement le paiement des droits d'inscription.

Pour les candidats issus des autres établissements, le dossier d'inscription final doit comporter les pièces suivantes :

- L'original du relevé de notes du baccalauréat ou du titre étranger reconnu équivalent;
- La copie du diplôme donnant droit à l'inscription au master ;
- Les originaux des relevés de notes de son cursus universitaire ;
- Le justificatif de paiement des droits d'inscription.

Toute fausse déclaration entraîne l'exclusion du candidat, en plus d'éventuelle poursuites judiciaires.

### **Chapitre 4 :** **Des dispositions finales**

**Art.20 :** Les titulaires d'un premier diplôme de Master peuvent postuler à une nouvelle inscription dans un établissement de l'enseignement supérieur en vue de la préparation



d'un second diplôme de master, et ce **dans la limite des places pédagogiques** subsistantes du quota supplémentaire au sens des articles 8 et 13 du présent arrêté.

**Art.21 :** Le chef d'établissement est chargé d'introduire dans le système d'information intégré du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique les listes des étudiants inscrits aux études universitaires en vue de l'obtention du diplôme de master.

**Art.22 :** Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

**Art.23 :** Le Directeur Général des Enseignements et de la Formation et les Chefs d'établissements de l'Enseignement Supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application des dispositions du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Fait à Alger le : **02 AOUT 2022**

**Le Ministre de l'Enseignement Supérieur  
et de la Recherche Scientifique**

